



BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI
البنك المركزي الجيبوتي



RAPPORT ANNUEL
2013

Banque Centrale de Djibouti



RAPPORT ANNUEL

2013

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE – LA SITUATION INTERNATIONALE ET L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

CHAPITRE -I- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET REGIONAL

I- L'ECONOMIE MONDIALE **P.13**

- 1-1 UNE ATONIE DE LA CROISSANCE DANS LES ECONOMIES DEVELOPPEES
- 1-2 LES NOUVEAUX PAYS DE L'UNION EUROPEENNE
- 1-3 DE BONNES PERFORMANCES DANS LES ECONOMIES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS REGION

- 2-1 L'ETHIOPIE **P.21**
- 2-2 L'ÉRYTHREE
- 2-3 LE YEMEN

CHAPITRE -II- L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

I- LE SECTEUR PRIMAIRE **P.24**

- 1-1 L'AGRICULTURE
- 1-2 L'ELEVAGE
- 1-3 LA PECHE

II- LE SECTEUR SECONDAIRE **P.26**

- 2-1 L'ENERGIE ELECTRIQUE
- 2-2 L'EAU

III- LE SECTEUR TERTIAIRE **P.28**

- 3-1 L'EVOLUTION DES ACTIVITES PORTUAIRES
- 3-2 LE TRANSPORT AERIEN
- 3-3 LE TRANSPORT ROUTIER

DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR

CHAPITRE -I- LES FINANCES PUBLIQUES

I- LES RECETTES BUDGETAIRES ET LES DONS P.33

1-1 LES RECETTES BUDGETAIRES

1-2 LES DONS

II- LES DEPENSES TOTALES P.35

2-1 LES DEPENSES COURANTES

2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

III- LE SOLDE BUDGETAIRE P.36

CHAPITRE -II- LA MONNAIE ET LE CREDIT

I- LA MONNAIE P.37

1-1 LA MASSE MONETAIRE

1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

II- LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT P.41

2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS

2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE

III- LES CONCOURS BANCAIRES P.46

3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE

3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES

3-3 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LES SECTEURS D'ACTIVITE

CHAPITRE -III - LE SECTEUR EXTERIEUR

I- LA BALANCE DES PAIEMENTS P.51

1-1 LE COMPTE COURANT

1-2 LA BALANCE COMMERCIALE

1-3 LA BALANCE DES SERVICES

1-4 LA BALANCE DES REVENUS

1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS

1-6 LE COMPTE DU CAPITAL

1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

II- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE P.59

III- LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE P.60

TROISIEME PARTIE – EVOLUTION DU SECTEUR FINANCIER ET ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

CHAPITRE I- L’EVOLUTION DU SECTEUR FINANCIER P.63

1-1 LES OPERATEURS DU SECTEUR FINANCIER

1-2 LES REFORMES DU SECTEUR BANCAIRE

CHAPITRE II- LES DIFFERENTES ACTIVITES DE LA BANQUE P.66

2-1 GESTION DES OPERATIONS

2-2 FORMATION PROFESSIONNELLE

2-3 ORGANIGRAMME DE LA BANQUE

2-4 DIFFUSION DES STATISTIQUES MONETAIRES

2-5 LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE

2-6 ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

2-7 SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

GLOSSAIRE

AID :	Aéroport International de Djibouti
ASEAN :	Association of Southeast Asian Nations (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)
BAD :	Banque Africaine de Développement
BCD :	Banque Centrale de Djibouti
BMCE :	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BID :	Banque islamique pour le Développement
BRED:	Banque Régionale d'Escompte et de Dépôt
CAF :	Coût Assurance Fret
CE :	Communauté Economique
CEPEC :	Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit de Djibouti
COMESA :	Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
Dollar US :	Dollar Américain
EURL :	Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
FDJ :	Franc Djibouti
EDD :	Electricité de Djibouti
FAD :	Fonds Africain de Développement
FADES :	Fonds Arabe de Développement Economique et Social
FOB :	Franco à Bord
FMI :	Fonds Monétaire International
FSD :	Fonds Saoudien de Développement
IDA :	International Development Association
IDE :	Investissements Directs Etrangers
INDS :	Initiative Nationale pour le Développement Social
IGAD :	Intergovernmental Authority on Development (Autorité Intergouvernementale pour le Développement)
MEFIP :	Ministère de l'économie et des Finances, chargé de l'Industrie et de la Planification
MENAGAFI :	Middle East North Africa Groupement d'Action Financière
Mwh :	Mégawatt heure
M3 :	Mètre cube
OCDE :	Organisation de coopération et de Développement Economiques
ONEAD :	Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti
OPEP :	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAID :	Port Autonome International de Djibouti
PEG :	Position Extérieure globale
PIB :	Produit intérieur Brut
SARL :	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TM :	Tonnes Métriques
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEM :	Union Economique et Monétaire

PREFACE

Contrairement aux attentes, l'année 2013 ne s'est guère distinguée des années antérieures : amélioration timide et lente de la situation économique mondiale dans un contexte de croissance économique atone, due en grande partie aux répercussions de la crise financière internationale de 2008.

Dans les pays développés, la morosité s'est dissipée à partir de la deuxième moitié de l'année 2013 où la croissance s'est accélérée et les systèmes financiers de ces pays ont été assainis. Les pays émergents et ceux en développement, ont continué à connaître une croissance robuste avoisinant 5%, après 5,1% en 2012 et 6,4% en 2011.

Préoccupés par des contraintes différentes, les pouvoirs publics de ces deux zones ont appliqué des politiques différentes : politique des taux directeurs bas pour soutenir les économies des pays avancés contre politiques restrictives pour les émergents afin de prévenir l'inflation de leurs économies.

Ainsi, l'inflation est restée en 2013 à des niveaux plus bas qu'auparavant dans toutes les régions : dans la zone euro elle a reculé de 2% à 1,4% et de 6% à 5,8% dans les pays émergents et en développement. L'atténuation des tensions inflationnistes est obtenue à la faveur du bas niveau de l'activité située en deçà du potentiel dans les pays avancés et le recul général des cours des produits alimentaires de base et des carburants sur l'ensemble du monde.

A la différence du contexte mondial, l'économie djiboutienne s'est distinguée, comme les années antérieures, par une croissance forte évaluée à 5% en 2013. Alimentée par les investissements directs étrangers (en hausse de 160%), une demande intérieure boostée par la construction, la croissance s'est renforcée par rapport à 2012 et 2011, où elle avait atteint respectivement 4,8% et 4,5%.

L'inflation, après avoir enregistré un niveau de 3,7% l'année précédente, est retombée à 2,5% en 2013, seuil habituel de l'inflation djiboutienne, retrouvé grâce à la stabilisation des prix des denrées alimentaires importées et de l'électricité.

Le budget de l'Etat a augmenté de 15% en 2013. Les recettes budgétaires ont progressé de 36%, alors que les dépenses de l'Etat ont évolué de 9%. Le solde global sur base ordonnancement a clôturé par un déficit de 0,5% du PIB, contre un déficit de 3% un an auparavant, grâce à des revenus exceptionnels procurés par la vente partielle des actions étatiques du PAID intervenues au début de l'exercice 2013.

Le déficit de la balance des transactions courantes s'est creusé en passant de 11% du PIB à 21% sous l'effet conjugué du déficit de la balance commerciale et de la légère contraction des services et des revenus.

Reflétant l'accumulation des avoirs extérieurs nets, la masse monétaire (M3) a augmenté de 6,7% au lieu de 14,6% en 2012. Cette évolution reflète notamment l'accélération très significative des avoirs extérieurs nets des autorités monétaires à partir de février 2013 suite à la privatisation partielle du Port de Djibouti. Le taux de couverture de l'émission fiduciaire s'est amélioré, passant de 113,2% en 2012 à 141,8% en 2013.

Les crédits à l'économie ont représenté près du tiers du PIB en 2013, en légère hausse par rapport à 2012. Le secteur privé en a été le principal bénéficiaire (73%), la part destinée aux particuliers a atteint 19% et celle du secteur public, toujours marginale,

s'est située en baisse par rapport à 2012 avec seulement 4% du total des créances octroyées.

Les dépôts de la clientèle ont enregistré une progression de 7,7%, notamment grâce à ceux effectués par les particuliers et les entreprises privées.

Les taux moyens créditeurs ont observé une fluctuation à la baisse par rapport au niveau observé lors de l'exercice précédent. Les nouvelles banques, qui habituellement offraient les meilleures conditions, ont baissé la rémunération des dépôts par rapport à 2012. Pour les particuliers, le taux moyen créditeur offert aux placements à terme est passé de 3,08% en 2012 à 1,85% en 2013 tandis que celui pratiqué sur les dépôts à terme des entreprises est passé de 3,08% en 2012 à 1,88% en 2013. Seule la rémunération moyenne des dépôts sur livrets ont connu un léger redressement en 2013 en s'établissant à 1,88% contre 1,13% en décembre 2012.

L'année 2013 a également été l'occasion de conforter le rayonnement de la place bancaire. Le sommet africain de la finance islamique a tenu sa deuxième édition, confirmant ainsi le statut de place financière de Djibouti. La dissémination de nouvelles normes bancaires, adoptées suite à la promulgation en 2011 de la nouvelle loi bancaire, s'est poursuivie en 2013. Pour soutenir l'essor du secteur financier, la Banque Centrale de Djibouti a entrepris une série de projets visant à le moderniser, notamment l'étude pour la réalisation d'un nouveau système des paiements et la création d'un fonds de garantie pour le financement des PME/PMI.

Ahmed Osman Ali
Gouverneur

PREMIERE PARTIE – LA SITUATION INTERNATIONALE ET L’ECONOMIE DJIBOUTIENNE

CHAPITRE -I- L’ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET REGIONAL

I- L’ECONOMIE MONDIALE

En 2013, l’activité économique mondiale a continué de subir les effets d’une crise qui s’est prolongée bien au-delà des projections les plus pessimistes. Ainsi, malgré l’amélioration de la situation financière et l’accélération de l’activité enregistrée au cours du second semestre, la croissance mondiale est restée faible dans l’ensemble, au terme de l’année 2013 avec seulement 3% de hausse du PIB mondial, contre 3,2% en 2012 et 4% en 2011.

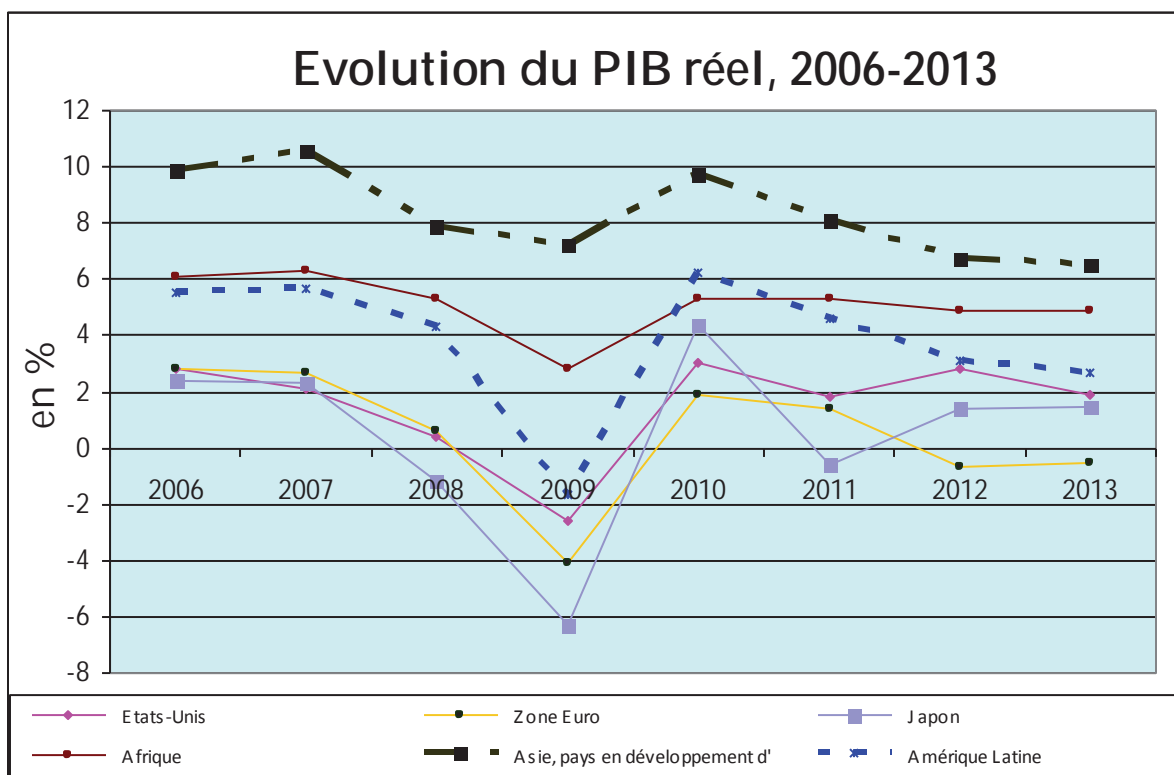
La dynamique et la répartition de la croissance mondiale sont en train d’opérer un changement. Dans les principaux pays avancés, la croissance d’abord faible, a commencé à s’accélérer. En revanche, en Chine et dans de nombreuses autres économies émergentes d’Asie et d’Amérique latine et, dans une moindre mesure, de la Communauté des Etats indépendants (CEI), elle a ralenti depuis que la production a augmenté au-delà du potentiel suite à la grande crise.

Des facteurs structurels ont également contribué à ce ralentissement, à des degrés divers cependant, à cause de goulets d’étranglement dans les infrastructures, d’un climat de l’investissement morose et d’autres contraintes sur le plan de l’offre. De nombreux cas de transition politique difficile et une baisse de la production de pétrole dans les pays exportateurs ont freiné l’activité dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

Sur le plan financier, la situation s’était améliorée vers la fin de l’exercice 2013, mais le chemin vers une reprise mondiale complète et solide semble toujours semé d’embûches. Des mesures décisives avaient permis de désamorcer les deux menaces les plus immédiates pour la reprise mondiale. En premier, l’action énergique des dirigeants européens avait permis de parer aux risques importants qui laissaient craindre un évènement extrême dans la zone euro. En second lieu, les dirigeants américains avaient su éviter le précipice budgétaire. Dans l’un et l’autre cas, néanmoins, il faudrait trouver des solutions durables pour neutraliser les risques persistants.

L’inflation est restée faible, passant de 2% en 2012 à 1,4% en 2013 dans les pays avancés et de 6% à 5,8% sur la même période, dans les pays émergents et en développement. Cette modération des tensions inflationnistes est en partie liée à l’activité qui reste largement en-deçà de la production potentielle dans les pays avancés, alors qu’elle est souvent proche ou un peu au-dessous du potentiel dans les pays émergents et les pays en développement.

Le recul, par ailleurs, des cours des produits de base, en particulier des carburants et des produits alimentaires, est un facteur commun des baisses de l’inflation globale dans le monde.



Sources : FMI, OCDE, CE

1-1 UNE ATONIE DE LA CROISSANCE DANS LES ECONOMIES DEVELOPPEES

1-1-1 Une reprise modeste aux Etats-Unis et au Canada

Malgré la progression plus rapide que prévu au deuxième semestre grâce à la fermeté de la demande intérieure, à la forte accumulation de stocks et à la solide croissance des exportations, la hausse du PIB américain s'est établie à seulement 1,9% en 2013, contre 2,8% en 2012, sous la pression des vastes mesures d'assainissement budgétaire.

Les dépenses de consommation ont repris sous l'effet de la hausse des prix des logements et du cours des actifs ainsi que d'une nouvelle baisse de l'endettement des ménages par rapport à leur revenu disponible. Les dépenses publiques se sont, en revanche nettement contractées à la fin de l'année, essentiellement en raison de la suspension des services publics fédéraux en octobre, mais les conditions financières restent très accommodantes, les taux à long terme ayant baissé après avoir fortement augmenté au milieu de 2013.

Le taux de chômage a continué de baisser en 2013, revenant d'un sommet de 10% en 2009 pour s'établir à près de 7% au terme de l'année étudiée, mais cela tenait en grande partie à une baisse de participation de la population active. Les capacités inutilisées étant importantes, le taux d'inflation a pour sa part baissé de 2% en 2012 à 1,5% en 2013. Par ailleurs, en dépit d'un environnement externe fragile, le déficit du compte courant américain a continué de diminuer pendant tout le second semestre 2013 pour s'établir à -2,3% contre -3% en 2012, soit le niveau le plus faible depuis quinze ans, grâce essentiellement à l'augmentation de la production intérieure d'énergie et à la chute correspondante des importations de pétrole.

En termes de perspectives, la croissance aux Etats-Unis devrait s'accélérer, entraînée par la forte augmentation des investissements résidentiels, la robustesse de la

consommation des particuliers et la reprise de la croissance des investissements fixes non résidentiels par suite d'un regain de confiance des consommateurs et des entreprises. Selon les prévisions, le taux de croissance devrait atteindre 2,8% en 2014 et 3% en 2015.

	Croissance du PIB en %		Prix à la consommation		Solde extérieur courant (en % du PIB)	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Pays avancés	1,4	1,3	2,0	1,5	-0,1	2,6
Etats-Unis	2,8	1,9	2,1	1,5	-3,0	-2,3
Zone euro	-0,7	-0,5	2,5	1,3	1,2	2,3
Allemagne	0,9	0,5	2,1	1,6	7,0	7,5
France	0,0	0,3	2,0	1,0	-2,4	-1,6
Japon	1,4	1,5	0,0	0,4	1,0	0,7
Canada	1,7	2,0	1,5	1,0	-3,7	-3,2

Sources : FMI

La situation économique s'est raffermie au Canada avec une progression de 2% du PIB en 2013, contre 1,7% en 2012. Le rééquilibrage très nécessaire de la consommation des ménages et de la construction résidentielle au profit des exportations et des investissements des entreprises n'a, cependant pas été totalement réalisé.

Le taux de croissance devrait, toutefois s'accroître pour atteindre 2,3% en 2014, à la faveur de la reprise économique des Etats-Unis qui devrait stimuler les exportations et la croissance des investissements des entreprises canadiennes.

1-1-2 Une reprise modérée au Japon

Au Japon, bien que les dépenses de consommation privée et les dépenses publiques restent importantes, la croissance du PIB s'est ralentie au deuxième semestre de 2013 en raison de la lenteur de la reprise des exportations et d'un gonflement de la demande d'importations motivée par le niveau systématiquement élevé des importations d'énergie et de la demande intérieure.

Ainsi, à l'issue de l'année 2013, la croissance du PIB s'est établie à 1,5%, soit un peu au-dessus des 1,4% de croissance enregistrée en 2012. Le pays sort, d'autre part, petit à petit de la déflation avec un taux d'inflation atteignant 0,4% en 2013 contre 0% en 2012.

1-1-3 Un redémarrage difficile de la croissance en Europe

1-1-3-1 Une relance lente et fragile dans la zone euro

La zone euro semble enfin sortir de la récession avec une croissance positive depuis le second trimestre 2013 après une longue période caractérisée par la diminution du PIB. Ainsi, au terme de l'année 2013, la contraction du PIB s'est établie à -0,5%, alors qu'elle se situait à -0,7% en 2012.

Cette inversion de la tendance est en partie imputable à la diminution du frein fiscal et à une certaine impulsion donnée par la demande intérieure privée, pour la première fois depuis 2010.

Le mouvement de reprise de la croissance et la forte diminution du risque d'une variation de cours ont eu pour effet de stimuler les marchés financiers et de réduire fortement les écarts de taux souverains dans les pays en difficulté. L'action publique menée au niveau national et de manière collective a contribué à cette évolution positive de la situation.

Les séquelles de la crise, notamment un chômage élevé, des bilans précaires dans le secteur privé comme dans le secteur public, un volume de crédit réduit et un lourd fardeau de la dette sont autant d'obstacles à long terme à la croissance auxquels il faut encore faire pleinement face, ce qui suscite des préoccupations quant à la solidité et la durabilité de la reprise.

- La reprise est inégale selon les pays et les secteurs. Des poches de solide croissance, comme l'Allemagne, côtoient des zones caractérisées par une production stagnante ou en diminution. La croissance reste essentiellement tirée par les exportations, bien que l'on commence à noter une reprise de la demande intérieure (par exemple en Espagne, en France, et surtout en Allemagne).

L'investissement privé n'a toutefois pas encore vraiment repris à l'échelle de la zone euro. Malgré un certain rééquilibrage, les comptes courants se sont améliorés de manière asymétrique, certains pays de la zone euro affichant des excédents persistants tandis que les pays déficitaires enregistrent des soldes extérieurs de plus en plus faibles.

- L'existence d'une capacité inutilisée importante et persistante a entraîné un tassement général de l'inflation qui s'est établie à 1,3% en 2013, soit à un niveau bien inférieur à l'objectif de la Banque centrale européenne.
- Dans l'attente de la réforme bancaire, la fragmentation financière, bien qu'en baisse, continue de faire obstacle à la transmission de la politique monétaire accommodante. Dans les pays en difficulté, le secteur privé est confronté à des taux prêteurs élevés et à une contraction du crédit au secteur privé.
- Les préoccupations à long terme relatives à la productivité et à la compétitivité persistent, malgré les importantes réformes menées dans plusieurs pays.

En termes de perspectives, la reprise devrait se poursuivre en 2014 dans la zone euro où la croissance devrait atteindre 1,2% selon les projections, par suite de l'atténuation du frein fiscal, de l'anticipation d'une amélioration des conditions du crédit et du renforcement de la demande extérieure.

1-1-3-2 La bonne tenue des autres économies de l'Union européenne

Au Royaume-Uni, la croissance a repris plus rapidement que prévu atteignant 1,8% en 2013 contre 0,3% en 2012, grâce à l'assouplissement des conditions du crédit et à un regain de confiance.

Cette reprise demeure toutefois déséquilibrée, car les investissements des entreprises et les exportations restent décevants.

	P.I.B réel Var. annuelle		Prix à la consommation Var. annuelle		Compte courant extérieur En % du PIB	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
- Royaume-Uni	0,3	1,8	2,8	2,6	-3,5	-3,3
- Suède	1,2	1,5	0,9	0,0	7,1	5,9
- Danemark	-0,6	-0,4	2,4	0,8	5,3	6,6

SOURCES : FMI

Fortement touchée par la crise financière de 2009, l'économie Danoise, qui peine à sortir de la récession, a vu son PIB se contracter de 0,4% en 2013, soit une légère amélioration par rapport à la baisse de 0,6% enregistrée en 2012.

La Suède subit le contrecoup de la persistance d'un chômage élevé, de la solidité de la monnaie (couronne) et des faiblesses structurelles du marché du travail. On note toutefois une amélioration de la situation économique avec la hausse de 1,5% du PIB en 2013, contre 1,2% en 2012, favorisée par la progression de la demande extérieure.

1-2 LES NOUVEAUX PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

L'Europe émergente a connu un net ralentissement en 2012, en raison de la faiblesse des exportations due à la récession dans la zone euro, à la baisse des financements pour les filiales des banques d'Europe occidentale et à l'impact des intempéries dans certaines économies.

L'activité s'est accélérée au premier semestre de 2013 grâce à l'assouplissement des conditions financières, à l'amélioration des financements externes et à une accalmie après les intempéries. La volatilité des marchés financiers mondiaux, au cours du second semestre, a entraîné un nouveau durcissement des conditions financières dans certains des pays émergents d'Europe. Les pays dont les entrées de portefeuille sont relativement importantes ont été davantage touchés, tout comme les pays faisant état d'un ample déséquilibre extérieur.

La croissance dans la région est passée en moyenne de 1,5% en 2012 à 2,2% en 2013 avec, cependant, de grandes différences entre pays : une forte croissance en Turquie et dans les Etats baltes, un début de reprise dans les pays du Sud-Est de l'Europe et en Hongrie et un nouveau fléchissement en Pologne.

A quelques exceptions près, la croissance économique modérée a contenu les tensions inflationnistes en 2013. Toutefois, l'inflation moyenne annuelle est restée élevée en Turquie (6,5%) et en Serbie (8,5%), du fait de l'inertie d'inflation et de l'impact de la dépréciation monétaire.

Certains risques pèsent sur les perspectives économiques des pays émergents d'Europe. Une récession prolongée dans la zone euro est un risque majeur, surtout pour les pays ayant de forts liens intra-européens (notamment la Croatie, la Hongrie et la Pologne). Une nouvelle détérioration des conditions de financement extérieur est une autre grande préoccupation, en particulier pour les pays qui ont déséquilibre budgétaire et/ou extérieur relativement important, comme la Turquie et la Serbie. La

persistance de la volatilité sur les marchés financiers pourrait aussi limiter les financements des filiales des banques occidentales.

1-3 DE BONNES PERFORMANCES DANS LES ECONOMIES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

1-3-1 Une croissance relativement dynamique en Asie

En Asie, après un premier semestre plutôt décevant, le rythme de l'activité économique s'est accéléré au deuxième semestre de 2013 par suite de l'accroissement des exportations à destination des pays avancés. La demande intérieure est solide et les ventes de détail dans la plus grande partie de l'Asie s'effectuent à un rythme soutenu. Les exportations, en particulier à destination des Etats-Unis et de la zone euro, s'intensifient.

	P.I.B réel		Prix à la consommation		Solde extérieur courant	
			Var. annuelle		En % du PIB	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Asie	5,3	5,2	3,4	3,5	1,2	1,4
Pays avancés d'Asie	2,1	2,1	1,1	1,1	1,5	2,0
Pays en développement d'Asie	6,6	6,5	4,5	4,5	1,1	1,1
Chine	7,8	7,7	2,6	2,6	2,6	2,1
Inde	4,0	4,4	9,3	9,5	-5,1	-2,0
- ASEAN-5 ¹	6,1	5,2	3,9	4,4	0,8	0,1
- Autres pays en développement d'Asie	6,2	6,2	7,4	6,8	-1,6	-2,1

Sources : FMI

Les pays dotés de solides facteurs fondamentaux et poursuivant des politiques rationnelles ont pu faire face aux pressions exercées vers le milieu de 2013 par le ralentissement des flux de capitaux et, de nombreux pays émergents d'Asie sont sortis indemnes de cette période avec une perspective plus positive. Malgré l'accroissement de la volatilité, les conditions financières sont restées, par ailleurs, accommodantes, en partie parce que les monnaies plus faibles ont eu un effet compensatoire.

Dans l'ensemble, la hausse du PIB a atteint 5,2% en 2013, contre 5,3% en 2012. En termes de perspectives, la croissance devrait s'établir à 5,5% en 2014 et en 2015. L'amélioration des perspectives des pays avancés, associée à des taux de change plus compétitifs dans certains cas, contribuera à stimuler les exportations. La demande intérieure continuera de bénéficier de solides marchés du travail et d'une expansion du crédit encore soutenue. Les politiques devraient rester accommodantes, bien que dans quelques cas (Inde, Indonésie) la hausse des taux d'intérêt puisse peser sur la croissance même si elle atténue les vulnérabilités.

¹ Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam.

1-3-2 Une croissance en demi-teinte en Amérique Latine

L'activité économique est restée relativement faible dans la région Amérique latine et Caraïbes au cours de l'année écoulée. Le taux de croissance sur l'ensemble de l'année 2013 s'est établi à 2,7%, soit un niveau nettement inférieur aux taux observés les années précédentes. L'activité a été entravée par les goulets d'étranglement dans les infrastructures, la baisse des prix des produits de base et un durcissement des politiques de certains pays.

Le Mexique, avec une croissance de 1,1%, a connu un ralentissement inattendu suite à la diminution des dépenses publiques, à la baisse de l'activité dans le secteur du bâtiment et à l'atonie de la demande des Etats-Unis. Au Brésil, la croissance s'est accélérée pour atteindre 2,3%, par suite d'une reprise des investissements et, notamment d'une reconstitution des stocks. Les indicateurs indiquent toutefois un certain tassement de la demande intérieure à partir du second semestre de l'année.

L'intensification de la volatilité des marchés financiers mondiaux, vers la fin de l'année, a eu des répercussions sur les taux de change, les écarts de taux souverains et les marchés boursiers de la région.

Les autorités de certains pays ont réagi aux turbulences observées sur le marché en assouplissant les contrôles de capitaux et en intervenant pour maîtriser la volatilité de leurs taux de change. Dans de nombreux cas, la dépréciation a eu pour effet de porter les taux de change à des niveaux cadrant mieux avec les fondamentaux.

Les rendements des obligations souveraines et des obligations des sociétés sont restés en outre relativement faibles par rapport aux résultats passés.

1-3-3 Une croissance bien solide en Afrique

L'activité est restée soutenue en Afrique subsaharienne au cours de 2013 et, elle a été appuyée dans la plupart des pays par la demande intérieure.

Grâce à l'amélioration de la production agricole et aux investissements dans les ressources naturelles et dans les infrastructures, la croissance moyenne du PIB dans la région a atteint 4,9% au terme de l'année 2013, soit le même niveau que 2012. La croissance a été robuste dans toute la région, mais surtout dans les pays à faible revenu et dans les Etats fragiles, à l'exception notable du Mali et de la Guinée-Bissau. En dehors de ces groupes, la croissance est restée solide au Nigéria par suite du niveau relativement élevé des prix du pétrole, malgré les problèmes sécuritaires dans le Nord du pays et les vols de pétrole sur une grande échelle survenus au premier semestre de 2013.

En revanche, la croissance a continué de se ralentir en Afrique du Sud, par suite des tensions qui caractérisent les relations patronat-salariat dans le secteur minier, des difficultés associées à l'approvisionnement en électricité, de l'anémie de l'investissement privé et du manque de confiance des consommateurs et des investisseurs.

Hormis quelques pays, l'inflation a continué de baisser pour se situer à 6,3% contre 7,9% en 2012, à la faveur d'un certain tassement des prix alimentaires mondiaux et à la poursuite de politiques monétaires prudentes.

	P.I.B réel Var. annuelle		Prix à la consommation Var. annuelle		Compte courant extérieur En % du PIB	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Afrique subsaharienne	4,9	4,9	7,9	6,3	-2,8	-3,6
Pays exportateurs de pétrole	6,4	5,8	9,8	7,4	7,1	3,9
Pays à revenu intermédiaire	3,3	3,0	4,5	5,8	-6,9	-5,7
Pays à faible revenu	5,7	6,5	8,6	6,0	-11,3	-11,8

Sources : FMI

Les monnaies de l'Afrique du Sud et de certains pays pionniers se sont affaiblies par suite du resserrement des conditions monétaires mondiales et, dans certains cas, de la faiblesse des positions extérieures ou budgétaires (Afrique du Sud, Ghana, Nigéria, Zambie). La note d'un petit nombre de pays a été abaissée en raison de l'ampleur de leur déficit budgétaire, ce qui exerce des pressions additionnelles sur les rendements et, certains pays ont remis à une date ultérieure l'émission d'obligations souveraines.

En termes de perspectives, le taux de croissance de la région devrait augmenter pour atteindre 5,5% en 2014, sous l'effet de l'évolution positive de l'offre intérieure et du raffermissement de la reprise mondiale.

II-LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS-REGION

2-1 L'ETHIOPIE

L'économie Ethiopienne a connu une décennie de fort développement avec un taux moyen de croissance du PIB d'environ 8% selon le FMI. Ainsi, selon la Banque mondiale, la croissance économique de l'Ethiopie en 2012-2013 a été la 12^{ème} plus importante dans le monde et la 4^{ème} en Afrique Subsaharienne. Si la croissance du pays se maintient sur le même rythme dans les années à venir, l'Ethiopie pourrait atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire, défini actuellement à 1.430 USD par habitant, en 2025.

En 2013, la croissance du PIB s'est établie à 7% contre 8,5% en 2012, la baisse des prix du café et les goulots d'étranglement au niveau de l'offre ont légèrement ralenti une croissance jusque-là très rapide.

Il importe de souligner cependant, la baisse significative de l'inflation qui s'est établie à 8% en 2013 contre 21,5% en 2012 et 40% en 2011. Cette baisse est liée, d'une part, à une détente des cours mondiaux du pétrole et des denrées alimentaires et, d'autre part, à la politique monétaire très stricte qui a été conduite depuis 2012.

Par ailleurs, la prudence du Gouvernement en matière de dépenses budgétaires et de recettes fiscales a permis de contenir le déficit budgétaire autour de 2,8% du PIB pour l'année fiscale 2012-2013.

2-2 L'ERYTHREE

L'Érythrée a été confrontée à des défis considérables au fil des ans, notamment à des conditions climatiques difficiles. Ces difficultés ont été aggravées par des politiques économiques restrictives, l'isolement politique du pays, un recul significatif des envois de fonds des Érythréens expatriés et une pénurie de devises. Réflétant ces facteurs, la croissance du PIB réel a nettement chuté en 2013, tombant à 1,1%, selon les estimations du FMI contre 7 % l'année précédente, et elle ne devrait augmenter que marginalement à 1.9 % en 2014. Cette croissance sera largement tirée par la production de cuivre dans la mine de Bisha ; par l'entrée en exploitation de la mine d'or de Zara ; et par les activités d'exploration et les investissements dans le secteur minier. À moyen terme, de nouvelles perspectives se profilent dans le secteur pétrolier, la pêche et le tourisme.

Le déficit budgétaire est demeuré élevé en 2013 – il est estimé à 10.3 % du PIB, même si celui-ci s'améliore par rapport à 15.5 % en 2010. D'ici 2015, le déficit fiscal devrait légèrement se résorber grâce à la hausse des recettes dans le secteur minier.

Les investissements ont permis une amélioration des secteurs de l'éducation et de la santé, mais l'économie du pays reste confrontée à d'importants défis, notamment celui de créer un environnement favorable aux affaires. Par ailleurs, les tensions avec les pays frontaliers et avec la communauté internationale (baisse de l'aide publique au développement) entravent le développement économique du pays.

2-3 LE YEMEN

Après le soulèvement populaire, dans le contexte du « printemps arabe » de 2011, le Yémen reste toujours confrontée aux troubles et à l'instabilité politique. Dans cette situation, le pays a tout de même enregistré une croissance estimée à 6% en 2013, après la forte contraction du PIB (-12,7%) en 2011 et la reprise (2,4%) réalisée en 2012.

L'économie yéménite, fortement dépendante du pétrole, qui représentait près de 70% des recettes publiques et 90% des exportations en 2013, a été ébranlée par des baisses de production depuis 2010. De plus, les subventions sur les produits dérivés du pétrole ont été levées afin d'éponger une partie du déficit. Outre les hydrocarbures, l'économie du pays repose sur l'agriculture (6,8% PIB) et les transferts d'argent des émigrés yéménites. L'agriculture reste très fragile, les besoins en eau de ce pays désertique étant considérables.

En 2013, l'économie a également été fragilisée par une augmentation du nombre de fonctionnaires qui a conduit à une hausse conséquente de la masse salariale dans le budget de l'État. Ainsi, malgré des mesures fiscales, le budget devrait enregistrer un déficit de 3 milliards de dollars. Les bailleurs de fonds internationaux ont promis de décaisser près de 8 milliards de dollars pour soutenir la transition entre 2012 et 2014 et ont salué les réformes entreprises. Fin 2013, 2,2 milliards de dollars ont été décaissés par l'Arabie Saoudite. Le budget de l'État pour 2014 prévoit plus de dépenses, le gouvernement espérant une hausse des revenus gaziers, ces dépenses serviront notamment à payer les dettes de l'État.

CHAPITRE -II- L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

L'économie djiboutienne a enregistré une croissance soutenue en 2013 sous l'effet conjugué de l'afflux des investissements directs étrangers et du maintien de la dynamique des activités de la chaîne des transports. La croissance du PIB réel a connu une évolution de 5%, après avoir enregistré 4,8% en 2012. Véritable moteur de cette expansion économique, la part des investissements dans le PIB a culminé à 29,6%, contre 24,6% du PIB en 2012.

La croissance de l'indice moyen des prix à la consommation a reculé de 3,7% à 2,5% entre 2012 et 2013. La maîtrise de l'inflation au cours des douze mois de l'exercice 2013 est principalement imputable au contrôle des prix des produits alimentaires de première nécessité et à la stabilisation des prix des hydrocarbures pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes.

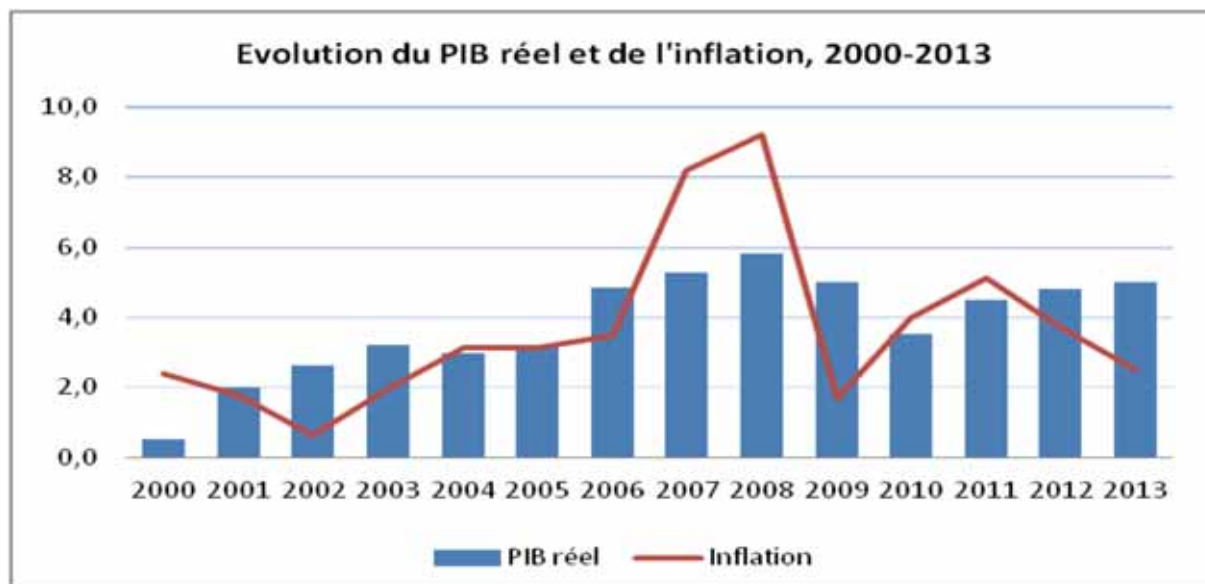
Evolution de la production sectorielle, 2008-2013							
en millions FDJ							
Composantes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
PRIMAIRE	6.089	6.537	6.764	7.238	7.587	7.935	4,6%
SECONDAIRE	30.979	33.102	36.974	41.771	46.180	51.119	10,7%
Industries	3.924	4.217	4.761	5.298	5.604	5.982	6,7%
Bâtiment et travaux publics	18.769	20.326	22.998	26.481	30.177	33.871	12,2%
Electricité et eau	8.286	8.559	9.215	9.992	10.399	11.266	8,3%
TERTIAIRE	120.273	128.838	137.389	150.666	165.638	174.809	5,5%
Commerce et tourisme	29.376	31.512	33.584	36.898	41.238	43.639	5,8%
Transports et communications	43.785	47.772	50.846	56.407	61.276	65.704	7,2%
Banques et assurances	21.638	23.273	25.816	28.304	30.878	33.029	7,0%
Services non marchands	22.789	23.457	24.157	25.763	28.621	28.583	-0,1%
Autres services marchands	2.685	2.824	2.986	3.294	3.625	3.854	6,3%
PIB au coût des facteurs	157.341	168.453	181.127	199.675	219.405	233.863	6,6%
Taxes indirectes nettes	17.276	17.994	19.451	20.547	21.164	25.108	18,6%
PIB Nominal	174.617	186.471	200.578	220.222	240.569	258.971	7,6%

Source : Autorités djiboutiennes et FMI

En 2013, le secteur primaire a connu des performances assez similaires à celles de l'année précédente en raison de la poursuite des périodes de sécheresse dans la sous-

région. Le secteur secondaire a progressé de plus de 10% grâce à la branche bâtiments et travaux publics et à l'embellie au niveau du sous-secteur électricité.

Le secteur tertiaire n'a pas évolué au même rythme que l'année écoulée (5,5%, contre 9,4% en 2012), compte tenu du léger recul de l'activité portuaire. L'activité bancaire est restée soutenue en 2013 alors que les branches commerce et tourisme se sont renforcées de près de 6% d'une année à l'autre.



Sources : Autorités djiboutiennes et FMI

I- LE SECTEUR PRIMAIRE

Contribuant pour 3,1% du PIB, la croissance du secteur primaire s'est maintenue à un niveau relativement identique à l'année précédente sous l'impulsion de l'exportation du bétail sur pied et le regain des activités de pêche.

1- 1 L'agriculture

Le développement du secteur agricole demeure largement entravé par les conditions climatiques particulièrement difficiles. Seules 10% des terres arables sont actuellement cultivées, soit un total de 1.815 exploitations agricoles. Ces exploitations sont d'une surface moyenne d'un demi-hectare et emploient environ 3.600 personnes.

Les cultures maraîchères constituent l'essentiel de la production agricole. La production des fruits et légumes est de l'ordre de 7.100 tonnes par an, et ne couvre que 10% des besoins nationaux.

Les principaux problèmes qui affectent le développement du secteur agricole concernent la rareté des ressources en eau facilement mobilisables, la non-maîtrise des techniques d'irrigation, la faiblesse des organisations de producteurs et l'absence d'infrastructures de stockage.

Cependant, malgré les conditions agro-climatiques difficiles, la république de Djibouti dispose d'un potentiel de développement agricole, notamment en termes de

développement des cultures maraîchères, d'arboriculture fruitière ainsi que des cultures fourragères.

Pour assurer la promotion de la production agricole, les autorités nationales poursuivent les programmes de création de nouveaux points d'eau et de mobilisation des eaux de surface, afin d'assurer une plus grande autosuffisance alimentaire de la population.

1-2 L'ELEVAGE

Le développement de l'élevage continue à être fortement entravé par les sécheresses récurrentes affectant les pays de la Corne de l'Afrique. Le secteur de l'élevage constitue une activité majeure de la population rurale et répond à une demande importante du secteur alimentaire (viande, lait). Les éleveurs djiboutiens pratiquent surtout un élevage extensif sur une superficie estimée à environ deux millions d'hectares du nord au sud du pays et au-delà des frontières.

Les dernières données estimatives disponibles font état d'un cheptel djiboutien comprenant plus d'un million de petits ruminants, des bovins (40.000) et des camelins (50.000).

La République de Djibouti occupe depuis 2003 un rôle majeur en tant que centre de transit pour le commerce régional d'animaux notamment vers les pays du Golfe. Un centre régional de quarantaine et de services vétérinaires a été construit près de la capitale pour faciliter l'exportation de bétail vers les marchés des pays de la péninsule arabique.

Parmi les nombreuses contraintes entravant le développement du secteur de l'élevage, il est à noter l'approvisionnement en eau insuffisant, le déficit alimentaire, la méconnaissance du potentiel génétique des animaux d'élevage, la non-maîtrise des maladies animales, la faible organisation des producteurs et l'absence des investissements privés.

Les difficultés du secteur de l'élevage sont accentuées par l'insuffisance d'infrastructures et l'absence de circuits de commercialisation. Avec la mise en place récente d'un laboratoire d'hygiène alimentaire, les autorités nationales entendent contribuer à favoriser la promotion de l'exportation des produits halieutiques et autres viandes vers les marchés étrangers à hauts revenus.

1-3 LA PECHE

La contribution du secteur de la pêche à la formation de la production intérieure brute demeure négligeable en dépit des potentialités importantes des fonds marins du pays. En effet, la République de Djibouti dispose de ressources halieutiques abondantes évaluées à près de 50.000 tonnes par an compte tenu de sa façade maritime longue de 372 km.

Le secteur de la pêche est encore pratiqué de manière artisanale et emploie une main d'œuvre estimée à 1.000 personnes, le plus souvent équipée de petites embarcations au nombre de 200 unités.

La production annuelle de poissons et fruits de mer fluctue entre 1.500 et 2.000 tonnes et ne représente qu'une faible proportion des potentialités halieutiques. Les problèmes majeurs entravant le développement du secteur de la pêche sont liés à l'insuffisance matérielle en matière de conservation et de transformation et à la défaillance du réseau de distribution.

La stratégie nationale de développement du secteur de la pêche consiste à accroître l'offre de manière significative pour répondre à la demande de la clientèle nationale et internationale. A cet effet, le Gouvernement souhaite mettre l'accent sur la réhabilitation et l'innovation de l'outil de production, le développement de l'exportation par la mise en norme des produits marins et l'instauration d'un système de cogestion entre l'administration et les pêcheurs.

II- LE SECTEUR SECONDAIRE

2-1 L'ENERGIE ELECTRIQUE

Grâce à l'interconnexion électrique entre Djibouti et l'Ethiopie, la production d'énergie de l'Electricité de Djibouti (EDD) a connu une accélération de 13,6% en 2013, culminant à 433.442 MWh après avoir atteint un volume total de 381.475 MWh une année auparavant.

La disponibilité de l'énergie électrique a donné une impulsion à la consommation d'énergie des ménages et du secteur industriel. En hausse continue depuis 2009, la consommation d'énergie facturée par l'EDD s'est traduite par une progression rapide de 10,6%, contre 6,5% en 2012, affichant un volume global de 341.537 MWh, contre 308.864 MWh en 2012. Par contre, le taux de rendement commercial a diminué de 2,1% d'une année à l'autre, en s'inscrivant à près de 79%.

Production et consommation d'électricité, 2009-2013						
	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Production en Mwh	342.744	372.658	367.738	381.475	433.442	13,6%
Consommation en Mwh	267.284	288.701	290.093	308.864	341.537	10,6%
Taux rendement commercial	78,0	77,5	78,9	81,0	78,8	-2,1%
Nombre d'abonnés	40.756	42.228	43.317	45.274	47.462	4,8%
Prix moyen vente (FDJ)	61	64,8	62,1	62	63	1%

Source : EDD

La politique de baisse des tarifs initiée par la compagnie publique d'électricité pour les foyers les plus démunis a encouragé l'augmentation du nombre d'abonnés (47.462) en nette hausse de 4,8% en 2013 par rapport à l'année précédente.

2-2 L'EAU

Fin 2013, la production d'eau de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti (ONEAD) a enregistré une légère progression en affichant un total de 16,8 millions de m³, contre 16,6 millions de m³ en 2012. Plus de 85% de la production totale du pays demeure concentrée dans la capitale.

La consommation globale d'eau de l'ONEAD a été marquée par un recul de 1% entre 2012 et 2013, portant le niveau de la consommation à 9.443 m³. Cette baisse de la consommation d'eau a touché tant Djibouti-ville que les chefs-lieux des régions de l'Intérieur.

Production et consommation d'eau, 2009-2013						
	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Production (milliers m³)	15.576	15.284	15.312	16.590	16.767	1,1%
Consommation (milliers m³)	10.017	11.061	10.746	9.538	9.443	-1,0%
Pertes sur le réseau en %	33,0	32,4	29,8	42,5	43,1	0,6
Nombre d'abonnés	18.984	19.827	25.155	21.828	21.382	-2,0%

Source : ONEAD

Les pertes sur le réseau ont augmenté de manière négligeable (0,6%) par rapport à 2012, traduisant la volonté des efforts engagés par l'ONEAD pour résorber la déperdition au niveau de son réseau. Le nombre d'abonnés de l'ONEAD a reculé de 2% en une année, avec 21.382 abonnés en 2013.

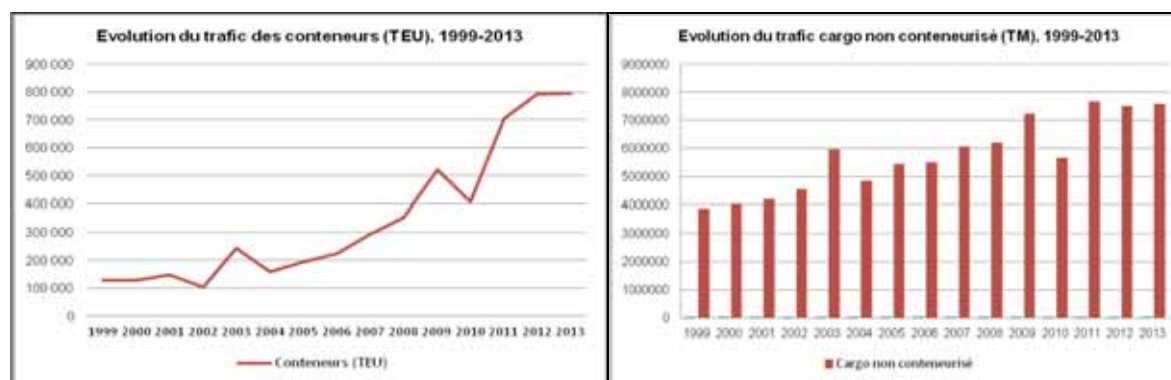
III- LE SECTEUR TERTIAIRE

Les performances du secteur tertiaire ont été plutôt mitigées en 2013. Le trafic portuaire et le transport routier ont été marqués par des contre-performances tandis que le transport aérien a enregistré une accélération d'une année à l'autre.

3-1 L'EVOLUTION DES ACTIVITES PORTUAIRES

3-1-1 L'activité globale

Fin 2013, le trafic global du Port Autonome International de Djibouti (PAID) a reculé de 3,3%, affichant 6,6 millions de tonnes métriques contre 6,9 millions de tonnes en 2012. Cette contre-performance trouve son explication dans la diminution du trafic de transit djiboutien des marchandises et celui des hydrocarbures destinés au marché éthiopien. Le trafic global des marchandises a crû de 13,3% entre 2012 et 2013 alors que le trafic cumulé éthiopien a baissé de 5,3% sur la même période.



Source : PAID

Le volume global des marchandises et des hydrocarbures à l'entrée du PAID a connu une baisse de 5,9% sur les douze derniers mois, reculant à 6,4 millions de tonnes contre 6,8 millions de tonnes en 2012. Cette diminution est surtout imputable à la chute de 20,6% du trafic des hydrocarbures à l'entrée du port de Djibouti. Les importations locales de marchandises ont enregistré une baisse de plus de 24% en une année tandis que le volume des marchandises sèches importées en transit a augmenté d'environ 31% sur la même période.

Pour sa part, le volume des marchandises sèches à l'embarquement a nettement reculé de 15,7%, s'établissant à 92.156 tonnes après avoir enregistré 109.320 tonnes en 2012. Cette importante baisse du trafic à la sortie du PAID s'explique surtout par le recul des activités de transit provenant de l'Ethiopie.

Trafic total du PAID, 2009-2013						
en tonnes métriques						
	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Marchandises	9.011.916	3.451.941	2.895.565	2.961.163	3.354.892	13,3%
Djibouti	848.670	515.454	871.960	853.996	648.265	-24,1%
Transit	7.513.283	2.910.381	2.022.352	2.107.167	2.706.231	28,4%
Transbordement	649.963	26.106	1.253	-	396	-
Hydrocarbures	2.269.275	2.571.962	3.846.160	3.911.089	3.289.255	-15,9%
Total	11.281.191	6.023.903	6.741.725	6.872.252	6.644.147	-3,3%

Source : PAID

3-1-2 Le trafic éthiopien

Avec un volume global de 5,5 millions de tonnes, après avoir dépassé 5,8 millions de tonnes en 2012, le trafic éthiopien de marchandises sèches et d'hydrocarbures a reculé de 5,3% en une année.

La part du trafic éthiopien s'est maintenue autour de 86% du trafic global du port de Djibouti. Le trafic des hydrocarbures destinés au marché éthiopien a été marqué par une diminution nette de plus de 24%, reculant à 2,8 millions de tonnes fin 2013, contre 3,7 millions de tonnes en 2012.

Evolution du trafic éthiopien, 2009-2013						
en tonnes métriques						
	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Transit Import	6.999.587	2.699.560	1.899.902	1.999.925	2.616.289	30,8%
Transit Export	507.012	208.545	122.450	107.240	89.942	-16,1%
Hydrocarbures	1.324.335	2.187.452	3.640.770	3.736.233	2.826.049	-24,4%
Total	8.830.934	5.095.557	5.663.122	5.841.398	5.532.280	-5,3%

Source : PAID

Les importations des marchandises sèches destinées à l'Ethiopie ont significativement augmenté de près de 31% entre 2012 et 2013, avec un volume total de 2,6 millions de tonnes, contre environ 2 millions de tonnes en 2012. Toutefois, cette performance est contrebalancée par les exportations éthiopiennes transitant par le port de Djibouti en recul de 16,1% et la chute du trafic des hydrocarbures.

Part du trafic éthiopien en pourcentage du trafic global, 2009-2013						
	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Marchandises	83,3%	84,2%	69,8%	76,3%	82,9%	6,6%
Hydrocarbures	58,4%	85,0%	94,7%	94,0%	89,6%	-4,4%
Total	78,3%	84,6%	84,0%	86,6%	86,2%	-0,4%

Source : PAID

Le trafic total des hydrocarbures est passé de 3,9 millions de tonnes en 2012 à près de 3,3 millions de tonnes en 2013. Les importations éthiopiennes d'hydrocarbures ont représenté environ 90% du total de ce trafic en 2013, en recul de 4,4% par rapport à l'exercice écoulé. Les importations d'hydrocarbures destinées au marché djiboutien ont connu un quasi-doublement du volume en l'espace d'une année pour atteindre 463.206 tonnes contre 234.823 tonnes en 2012.

3-1-3 Le trafic djiboutien

Le trafic djiboutien de marchandises a enregistré une baisse de plus de 24% au terme de l'année 2013. Les importations djiboutiennes de marchandises ont connu un recul net de 24,1% entre 2012 et 2013, s'établissant à 646.766 tonnes après avoir atteint 851.856 tonnes en 2012. Les marchandises exportées depuis Djibouti ont été marquées par un repli plus accentué de 27,9% en une année, avec un volume total de 1.499 tonnes contre 2.080 tonnes fin 2012.

Evolution du trafic djiboutien, 2009-2013						
en tonnes métriques						
	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Importations locales	603.944	452.968	870.564	851.856	646.766	-24,1%
Exportations locales	244.726	62.486	1.396	2.080	1.499	-27,9%
Hydrocarbures	1.051.125	384.510	205.390	234.823	463.206	97,3%
Total	1.899.795	899.964	1.077.350	1.088.759	1.111.471	2,1%

Source : PAID

3-2 LE TRANSPORT AERIEN

Le trafic commercial global de l'Aéroport International de Djibouti (AID) a enregistré une forte accélération en 2013 de son trafic des passagers. Le mouvement des avions commerciaux a continué à progresser en 2013 avec la multiplication de nouvelles liaisons aériennes au départ de la plateforme aéroportuaire.

Le nombre de passagers a poursuivi sa progression en affichant 262.108 passagers, soit une hausse de 10% en 2013 par rapport à une année auparavant. Le trafic fret a pour sa part enregistré une chute de près de 41% sur les douze derniers mois avec un volume de 5.419 tonnes contre 9.158 tonnes en 2012.

Evolution du trafic aérien, 2009-2013						
	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Passagers (nombre)	259.811	266.261	195.481	238.212	262.108	10,0%
Fret (en tonnes)	7.524	10.369	6.938	9.158	5.419	-40,8%

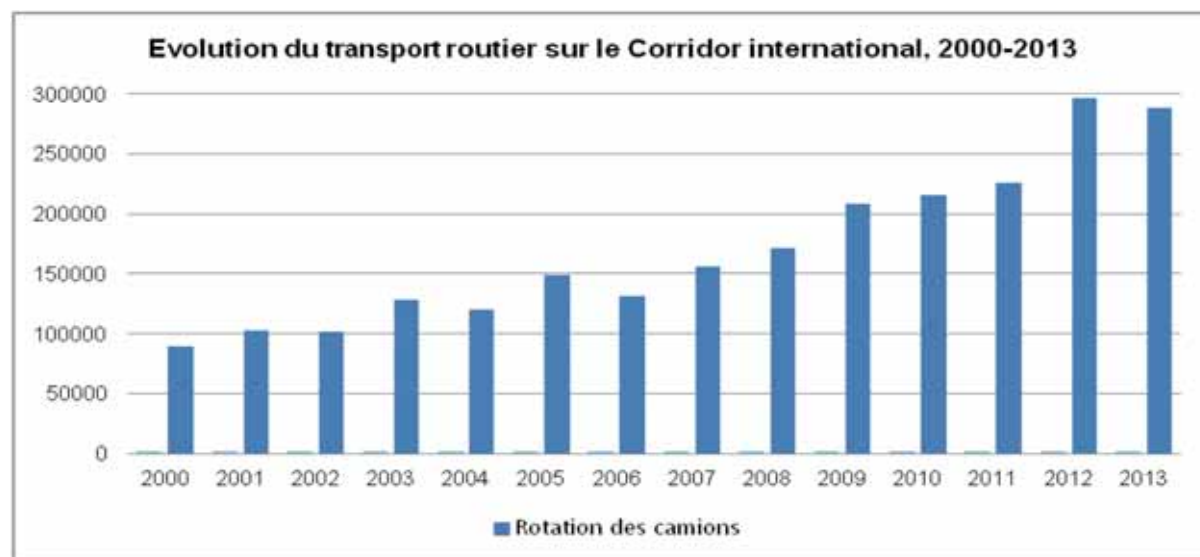
Source : AID

3-3 LE TRANSPORT ROUTIER

En corollaire à la baisse du trafic maritime, le transport routier sur le corridor international entre le port de Djibouti et l’Ethiopie a été marqué par un retrait de 2,8% entre 2012 et 2013, avec un total de près de 288.000 camions, contre 296.225 camions en 2012.

L’entretien et l’amélioration de la qualité des infrastructures du corridor routier international reliant le port de Djibouti à l’Ethiopie contribuent à maintenir un trafic dense sur cet axe principal de circulation des marchandises. L’acheminement de la quasi-totalité du trafic de transit vers et en provenance de l’Ethiopie se fait par le biais des camions circulant sur ce corridor routier.

Le rôle du transport routier dans l’approvisionnement du marché éthiopien, principalement en produits manufacturés et en hydrocarbures, se renforce de plus en plus et contribue également à la commercialisation des produits destinés à l’exportation. Au total, près de 98% du transport routier entre le port de Djibouti et l’Ethiopie est assuré par des camions éthiopiens principalement en raison du différentiel des coûts salariaux.



Sources : MET et Fonds d’entretien routier

DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR

CHAPITRE –I- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

En 2013, le budget de l'Etat s'est accru de plus de 15% par rapport à celui de 2012, grâce à une bonne tenue des recettes en hausse de 36%, compensant la progression de 9% des dépenses. La performance des finances publiques enregistrée en 2013, a permis de dégager un déficit de 0,5% du PIB, contre un déficit de près de 3% un an auparavant. Les prévisions budgétaires tablaient sur un déficit de 3,1%.

En réalité, le léger déficit budgétaire ne tient pas à la performance de l'administration fiscale, mais à la privatisation partielle du port de Djibouti qui a généré des recettes supplémentaires qui ont permis de compenser les dépenses courantes additionnelles et les investissements intérieurs.

Tableau des opérations budgétaires de l'Etat – 2010-2013, en millions FDJ					
Rubriques	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
PIB nominal	200 578	220 439	240 569	258 549	7,5%
Recettes et Dons	71 124	75 992	82 919	96 233	16,1%
Recettes budgétaires	60 419	62 677	62 345	84 782	36%
Dons officiels	10 705	13 315	20 574	11 452	-44,3%
Dépenses totales	72 140	77 515	89 473	97 425	8,9%
Dépenses courantes	48 649	53 096	58 170	62 038	6,6%
Investissements	23 491	24 419	31 303	35 387	13%
Solde global (base ordonnancements, dons inclus)	-1 016	-1 523	-6 553	-1 191	-81,8%
Solde global (en % du PIB)	-0,5%	-0,7%	-2,7%	-0,5%	
Variations des arriérés (signe moins en positif)	-1 626	-4 318	-1 365	-2 686	96,8%
Solde global, (base caisse)	-2 642	-5 841	-7 918	-3 877	-51%
Financement	2 698	5 840	7 978	3 736	-53,2%
Intérieur	158	2 091	6 200	1 134	-81,7%
Extérieur	2 540	3 749	1 778	2 602	46,3%
Déficit Résiduel	56	-1	60	-141	-335%

Source : MEFIP

Dans un tel contexte budgétaire, le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, a été plus marqué que prévu. L'Etat a continué à couvrir le service de la dette des établissements publics endettés et les créances sur les entreprises publiques ont baissé de 30% par rapport à 2012.

La réforme de l'administration, engagée par le gouvernement ces dernières années, a permis de renforcer l'administration fiscale et le recouvrement des perceptions fiscales. De fréquents contrôles auprès des contribuables, le recours généralisé au système informatique intégré et la création de plusieurs nouveaux centres d'impôts ont permis de rehausser les capacités de l'administration fiscale.

I - LES RECETTES BUDGETAIRES ET DONS

Les recettes budgétaires ont augmenté de plus de 36% en 2013, alors que les dons ont connu une évolution inverse avec une chute de plus de 44% au cours de la même période.

1-1 LES RECETTES BUDGETAIRES

Tous les postes de recettes budgétaires, se sont inscrits en hausse en 2013, en particulier les recettes non-fiscales. L'ensemble des recettes budgétaires a atteint 84 782 millions FDJ, en hausse de plus de 36% par rapport à 2012.

1-1-1 Les recettes fiscales

Atteignant 55 066 millions FDJ, les recettes fiscales ont augmenté de 14,6% en 2013. Cette performance est le résultat d'une hausse globale des recettes :

- les recettes directes ont engrangé environ 1,7 milliards de plus par rapport à 2012, principalement sous l'effet de l'impôt sur les salaires et sur les sociétés ;
- les impôts indirects ont haussé de près de 4 milliards FDJ, principalement à la faveur des taxes intérieures et les autres postes tels que l'enregistrement et les vignettes ont maintenu leur position.

1-1-2 Les recettes non fiscales

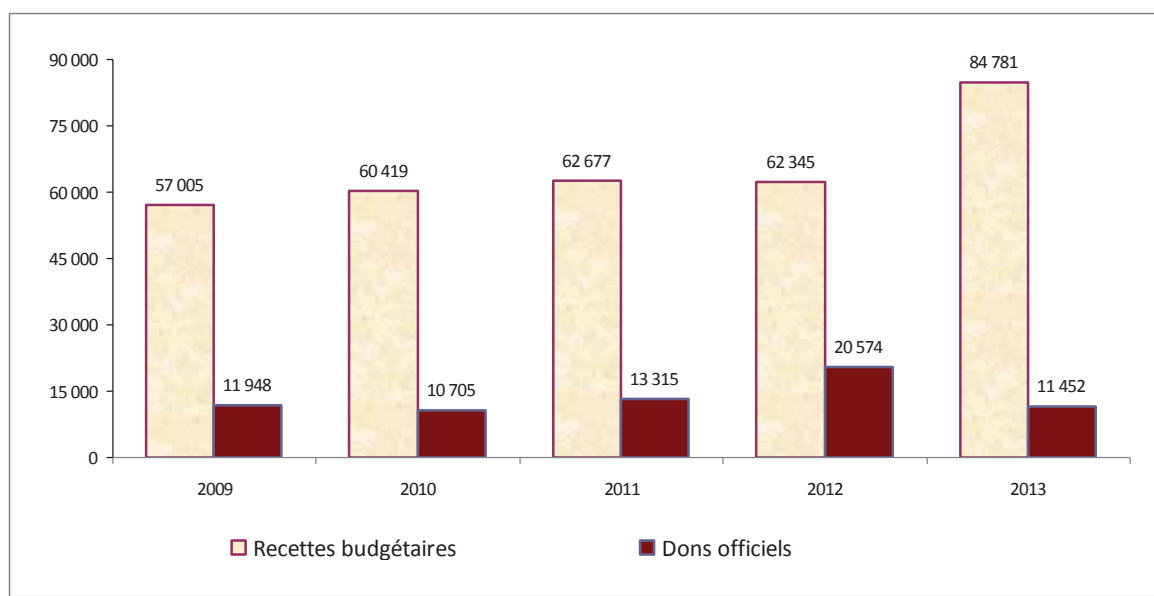
Les recettes non-fiscales sont le principal poste ayant marqué l'évolution des finances publiques en 2013. Passant de 14 294 millions FDJ, à 29 716 millions FDJ, les recettes non-fiscales ont haussé de 108%.

Ces recettes ont été générées par la privatisation partielle du port de Djibouti qui a procuré 13 976 millions FDJ. Les bases militaires étrangères ont fourni 6 486 millions FDJ, soit un niveau proche de celui de l'année antérieure.

1-2 LES DONNS

Après avoir connu une progression régulière depuis 2010, les dons ont enregistré une chute brutale en 2013, estimée à plus de 44% par rapport à 2012. La principale source de cette évolution tient au recul des dons affectés aux projets d'investissements publics, qui portés seulement à 8 969 millions FDJ en 2013, contre 17 479 millions FDJ un an auparavant, ont chuté de moitié.

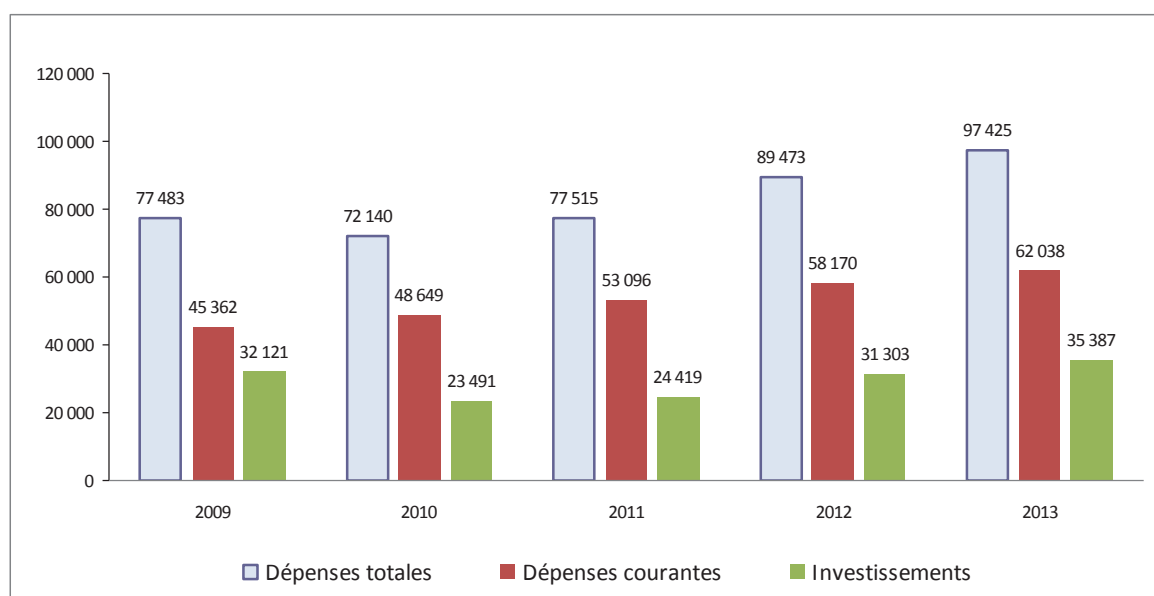
Évolution des recettes budgétaires et des dons en millions FDJ, 2009-2013



II - LES DEPENSES TOTALES

Le niveau des dépenses publiques a atteint 97 425 millions FDJ en 2013, en hausse de 8,9% par rapport à 2012. Les dépenses courantes, notamment celles liées aux biens et services, comme celles d'investissements ont connu une poussée au cours de la période sous revue.

Evolution des dépenses : 2009 à 2013, en millions FDJ



2-1 LES DEPENSES COURANTES

Les dépenses courantes ont atteint 62 038 millions FDJ en 2013, en hausse modérée de 6,6%. A la différence des exercices précédents, en 2013 les dépenses en salaires ont été de 25 131 millions FDJ, en léger recul de 3,9%, permettant de compenser l'accélération des postes tels que les matériels et les transferts.

Les acquisitions matérielles publiques, aussi bien civiles que militaires, ont évolué dans des proportions similaires et leur montant global s'est chiffré à 19 171 millions FDJ en 2013, en hausse de 8% par rapport à l'exercice précédent.

Les transferts concernent le soutien budgétaire apporté à des organismes publics en difficulté budgétaire. En 2013, le gouvernement a eu recours à de fréquents transferts pour équilibrer le budget de ces organismes publics, ce qui explique leur hausse de 35% avec un montant de 13 528 millions FDJ, contre 10 093 millions FDJ un an auparavant.

2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

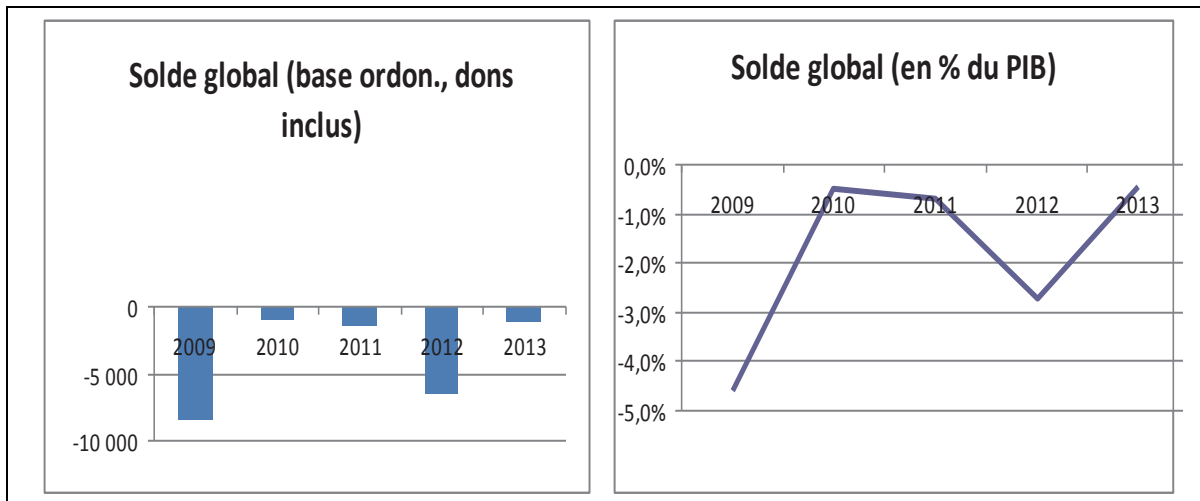
Afin de soutenir la dynamique économique et la croissance, le gouvernement a maintenu un haut niveau des dépenses d'investissements qui ont atteint 35 387 millions FDJ en 2013, en hausse de 13%. Cependant, le financement sur ressources extérieures des investissements a chuté de 34%, mais cette baisse a été contre balancée par la forte progression du financement intérieur.

III- LE SOLDE BUDGETAIRE

La cession partielle des parts sociales du port de Djibouti a permis d'engranger des recettes additionnelles, grâce auxquelles le budget de l'Etat a pu compenser les contre-performances des postes de recettes et les dépassements des dépenses. Ainsi, au lieu d'un déficit de 3,1% attendu pour 2013, un déficit de moindre ampleur a été enregistré par les finances publiques.

Solde global 2009-2013 (en millions FDJ)

Solde global (en % du PIB)



CHAPITRE -II- LA MONNAIE ET LE CREDIT

I - LA MONNAIE

1-1 LA MASSE MONETAIRE

Dans un contexte marqué par la bonne performance de l'activité économique nationale, la modération de la masse monétaire s'est poursuivie en 2013, avec une progression de 6,7% de l'agrégat M3 au lieu de 14,6% en 2012. Cette évolution reflète notamment l'accélération très significative des avoirs extérieurs nets des autorités monétaires à partir de février 2013 suite à la privatisation partielle du Port de Djibouti.

Le taux de couverture de l'émission fiduciaire s'est amélioré, s'établissant à 141,8% en 2013, contre 113,2% à fin décembre 2012 et un niveau de 117% en 2011.

Evolution de la masse monétaire						
en millions FDJ						
Composantes	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
<i>Monnaie fiduciaire</i>	19 629	20 085	20 350	22 029	24 752	12,4%
Dépôts à vue	52 164	68 529	58 567	58 800	74 544	26,8%
<i>Agrégat M1</i>	71 793	88 614	78 916	80 828	99 296	22,8%
<i>Dépôts sur livrets</i>	8 098	8 642	9 479	10 251	6 482	-36,8%
<i>Agrégats M2</i>	79 891	97 256	88 395	91 079	105 778	16,1%
<i>Dépôts à terme</i>	19 157	18 658	17 783	23 862	23 812	-0,2%
<i>Dépôts en devises</i>	73 063	76 597	77 952	96 151	95 727	-0,4%
M3 ou masse monétaire	172 111	192 511	184 130	211 092	225 317	6,7%

Source : BCD

1-1-1 l'agrégat M1

La croissance de l'agrégat M1 s'est poursuivie en 2013 s'établissant ainsi à 99.296 millions FDJ contre 80.828 millions FDJ à fin décembre 2012, soit +22,8%.

La circulation fiduciaire est estimée à 24.752 millions FDJ à fin décembre 2013, contre 22.029 millions FDJ une année auparavant, soit une augmentation de 12,4%. De même tendance, les dépôts à vue en monnaie nationale ont clôturé à la hausse en s'établissant à 74.544 millions FDJ sur la période étudiée, et ce, grâce aux dépôts des banques commerciales qui ont crû de 29%, tandis que ceux du Trésor National sont restés inchangés.

En termes de structure, les disponibilités monétaires (monnaie fiduciaire et dépôts à vue) ont constitué 44,1% du total de la masse monétaire au sens large durant la période sous revue.

1-1-2- L'agrégat M2

En retrait de 36,8%, les dépôts sur livrets se sont établis à hauteur de 6.482 millions FDJ à fin décembre 2013, contre 10.251 millions FDJ à fin décembre 2012. Toutefois, l'agrégat M2 a fini l'année à la hausse (+16,1%) en se situant à 105.778 millions FDJ.

1-1-3- L'agrégat M3

Bien que les ressources à terme libellées en monnaie nationale et les dépôts en devises aient noté respectivement un recul annuel de 0,2% et de 0,4 %, la masse monétaire au sens large (M3) a réalisé une progression de 6,7% au terme de l'année 2013.

Le repli des quasi-monnaies provient de la baisse conjuguée des taux d'intérêts créditeurs pratiqués par les banques de la place et des dépôts libellés en « autres devises », ressources extrêmement volatiles en fonction du taux de change. Par contre les dépôts libellés en Dollars USD ont progressé de 3,2% entre décembre 2012 et décembre 2013 montrant ainsi le rôle prépondérant de l'utilisation des Dollars USD en raison des activités de commerce.

1-1-4- La vitesse de circulation de la monnaie (VCM)

La vitesse de circulation de la monnaie est définie comme étant le rapport entre le PIB et la masse monétaire, et s'est située à 1,20% à fin décembre 2013.

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
VCM	1,29	1,27	1,28	1,27	1,29	1,27	1,28	1,27	1,20

Source : BCD

1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

L'accumulation exceptionnelle des avoirs extérieurs nets et celle des crédits alloués au secteur privé sont les sources de la croissance de la masse monétaire au cours de l'année 2013.

Evolution des contreparties de la masse monétaire						
en millions FDJ						
Composantes	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
A. Avoirs Extérieurs nets	135.563	142.239	127.704	144.593	182.934	26,5%
B. Crédits intérieurs	65 170	77.139	80.674	90.838	92.738	2,09%
Créances nettes sur l'Etat	7.725	7.978	10.164	16.451	8.906	-45,9%
Créances sur les entreprises Pub.	2.625	2.646	2.339	4.685	3.262	-30,4%
Crédits au secteur privé	54.820	66.515	68.171	69.702	80.570	15,6%
Total A+B	200 733	219 378	208.378	235.431	275.672	17,1%
Solde des éléments non monétaires	-28 621	-26 866	-24.248	-24 340	-50.356	107%
Total des contreparties de la Masse monétaire	172 112	192 512	184.130	211 091	225.316	6,7%

Source : BCD

1-2-1 Les avoirs extérieurs nets

Passant de 144.593 millions FDJ en décembre 2012 à 182.934 millions à fin 2013, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont continué ses tendances à la hausse (+26,5%) et ce grâce aux recettes tirées de la privatisation partielle du Port International de Djibouti en février 2013.

En termes de structure, les avoirs extérieurs ont représenté 81,2% des contreparties de la masse monétaire au 31 décembre 2013.

1-2-1-1 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES AUTORITES MONETAIRES

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont enregistré un bond très significatif de plus de 90% par rapport au niveau observé au 31 décembre 2012. Cette évolution s'explique par l'accroissement des dépôts à vue à l'étranger (+75%) combinée par la baisse des engagements envers les Institutions Financières Internationales notamment le Fonds Monétaire International (-1,8%).

En conséquence, les réserves internationales nettes (RIN) de la Banque Centrale ont atteint un niveau record soit 21.522 millions FDJ au 31 décembre 2013, contre 4.862 millions FDJ un an auparavant.

1-2-1-2 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES BANQUES

Suivant une évolution similaire, les avoirs extérieurs nets des banques commerciales se sont accrus de 6,3% confirmant la tendance haussière observée ces dernières années. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques commerciales de la place ont culminé à 148.327 millions FDJ enregistrant ainsi une accélération de près de 8%. De même, leurs engagements se sont inscrits à 31.595 millions FDJ, ce qui représente une progression de plus de 14%.

1-2-2 Les crédits intérieurs

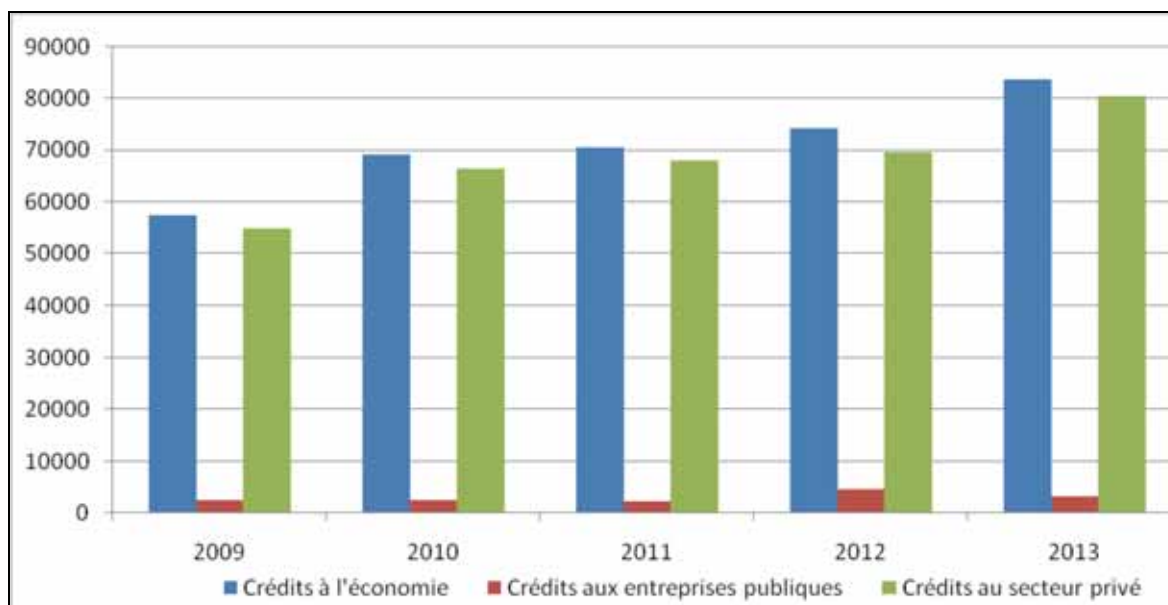
Parallèlement à l'évolution des avoirs extérieurs nets, les crédits intérieurs ont continué dans la même tendance passant ainsi de 90.838 millions FDJ en décembre 2012 à 92.738 millions FDJ en décembre 2013, soit une accumulation annuelle de +2,1%.

La croissance des crédits intérieurs en 2013 résulte uniquement des concours bancaires alloués au secteur privé. La contribution des créances sur l'économie à la masse monétaire a également progressé affichant 37,2%, contre 35,2% en décembre 2012.

1-2-2-1 LES CREDITS A L'ECONOMIE

Sur l'année 2013, les crédits à l'économie composés principalement des créances octroyées aux secteurs privé et public ont constitué le moteur de la croissance du crédit intérieur.

Orientés essentiellement vers les entreprises privées (73%) et les particuliers (19%), les créances sur l'économie ont augmenté de 15,6%, portant l'encours à 80.570 millions FDJ en décembre 2013 après 69.702 millions FDJ et 68.171 millions FDJ respectivement en 2012 et en 2011. Bien que leur part soit négligeable dans le total des crédits intérieurs, les créances sur le secteur public, avec 3.262 millions FDJ, se sont situées à un niveau inférieur par rapport à 2012.



Source : BCD

1-2-2-2 LES CREANCES NETTES SUR L'ETAT – POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT (PNG)

Au cours de l'année 2013, les créances nettes sur l'Etat ont affiché une forte volatilité en liaison avec leurs dépôts auprès de la Banque Centrale de Djibouti, les créances brutes demeurant à un niveau quasi-stable.

En effet, les créances nettes sur le Gouvernement (CNG) se sont fortement contractées, passant de 16.451 millions FDJ en 2012 à 8.906 millions FDJ en décembre 2013, en rapport avec la forte amélioration des dépôts du Trésor Public auprès du secteur bancaire, dont l'encours total est passé de 584 millions FDJ en 2012 à 8.066 millions FDJ en 2013, tandis que les créances brutes sont restées relativement stables à 12.155 millions FDJ après avoir enregistré 12.218 millions FDJ en 2012.

en millions FDJ

Composantes	2010	2011	2012	2013
Créances des autorités monétaires	3.012	3.768	7.467	6.765
Dépôts de l'Etat à la BCD	-2.306	-1.961	-77	-6.906
Créances nettes des autorités monétaires	706	1.807	7.390	-141
Créances des banques	3.630	4.378	4.751	5.390
Dépôts de l'Etat auprès des banques	-1.175	-837	-507	-1.160
Créances nettes des banques	2.455	3.540	4.244	4.230
Dépôts à vue auprès du Trésor	4.920	4.920	4.920	4.920
Total des créances de l'Etat	6.642	8.145	12.218	12.155
Total des dépôts de l'Etat	3.481	2.798	584	8.066
Traites des douanes	-103	-103	-103	-103
Position nette de l'Etat	7.978	10.164	16.451	8.906

Source : BCD

II- LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En 2013, le secteur bancaire a poursuivi son évolution en continuant à jouer un rôle de soutien fondamental dans le financement de l'activité économique et de la croissance.

Le bilan intégré du système bancaire a clôturé à la hausse (+8,7%) au terme de l'année 2013 en s'établissant à 265.336 millions FDJ, contre 244.057 millions FDJ enregistrés en décembre 2012.

Les concours octroyés par les établissements de crédit ont représenté 29,6% du PIB en 2013 contre 28,4% en 2012, soit un montant brut de 76.564 millions FDJ après 68.343 millions FDJ en 2012.

De par leur activité traditionnelle, l'accroissement respectif des opérations interbancaires et des dépôts de la clientèle constitue le facteur explicatif du gonflement du bilan consolidé des banques de la place.

2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE

2-2-1 Les emplois

Formant à eux seuls 62% du total des emplois des banques en activité, les opérations interbancaires et les crédits à la clientèle ont affiché une bonne tenue au terme de l'année 2013 en s'établissant respectivement à 143.781 millions FDJ et à 76.564 millions FDJ.

La progression des opérations interbancaires, constituant principalement les placements des établissements de crédit auprès de leurs correspondants, témoigne de la liquidité importante disponible dans le marché bancaire.

La rubrique « Créances sur le Trésor & BCD » constituée principalement des comptes ordinaires des banques commerciales auprès des autorités monétaires a marqué une hausse de plus de 31% d'une année à l'autre.

Emplois des banques en activité				
en millions FDJ				
Composantes	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Opérations interbancaires	117.362	131.916	143.781	9%
Créances sur le Trésor & BCD	13.507	16.044	21.079	31,4%
Crédits à la clientèle	65.789	68.343	76.564	12%
Immobilisations	4.714	5.557	6.395	15,1%
Divers	15.158	22.197	17.517	-21,1%
Total	216 530	244.057	265.336	8,7%

Source : BCD

En 2013, le poste « Immobilisations » s'est inscrit en hausse avec 6.395 millions FDJ traduisant la volonté des institutions bancaires à multiplier leurs agences dans la capitale.

Par contre la rubrique « divers » regroupant essentiellement les comptes de régularisation et les opérations de caisse ont terminé avec un taux de -21,1%.

2-2-2 Les ressources

Les dépôts de la clientèle ont enregistré une progression en volume de 14.935 millions FDJ pour s'élever à 208.250 millions FDJ en 2013 contre 193.315 millions FDJ, soit +7,7% en 2013. Cette évolution est expliquée par l'accroissement des dépôts issus essentiellement des particuliers et des entreprises privées.

L'engagement du secteur bancaire envers les non-résidents y compris les engagements vis-à-vis des institutions bancaires étrangères est évalué à 31.229 millions FDJ à fin 2013 contre 27.390 millions FDJ en décembre 2012, soit 13,6% du total des ressources drainées.

Malgré une progression timide depuis 2009, le secteur bancaire djiboutien est faiblement exposé aux ressources étrangères tant au niveau de leurs correspondants étrangers (8%) qu'au niveau de leurs clientèles non-résidents (5,4%).

Ressources des banques en activité				
en millions FDJ				
Composantes	2011	2012	2013	Var. 2013/12 en %
Dépôts de l'Etat	2.123	1.816	2.462	35,6
Opérations interbancaires	11.222	18.442	20.013	8,5
Dépôts de la clientèle	177.499	193.315	208.250	7,7
Fonds propres	15.165	18.464	21.516	16,5
Divers	10.521	12.020	13.096	9
Total	216.530	244.057	265.337	8,7

Source : BCD

Parmi les autres ressources, les capitaux propres se sont renforcés de 3.052 millions FDJ entre décembre 2012 et décembre 2013 en raison, d'une part de la mise à niveau

du capital social des établissements de crédit par rapport aux dispositions de la loi n°119/AN/11/6^{ème} L promulguée le 22 janvier 2011 et, d'autre part, du respect du ratio minimum de solvabilité fixé à 12% au terme de l'année 2013.

Malgré sa faible proportion, le ratio fonds propres/Total des Dépôts a atteint 10,33%, soit une accélération de 78 points de base par rapport à son niveau de 9,6% observé en décembre 2012.

2-2-3 Les dépôts selon la nature

Au 31 décembre 2013, les ressources du système bancaire toutes monnaies et termes confondus se sont chiffrés à 208.250 millions FDJ, soit une amélioration annuelle de près de 8%.

Dépôts auprès des banques selon la nature				
en millions FDJ				
Composantes	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Comptes à vue	102.077	104.138	125.216	20,2%
Comptes sur livrets	10.917	12.510	14.954	19,5%
Comptes à terme	34.136	48.634	38.923	-20%
Bons de caisse	30.365	28.033	29.158	4%
Total	177.496	193.315	208.250	7,7%

Source : BCD

La ventilation selon la nature des dépôts collectés a permis de dégager la bonne tenue de l'ensemble des comptes au terme de l'année 2013, à l'exception des comptes à terme, qui ont vu leur part se contracter de 20% par rapport à décembre 2012. La baisse du niveau des ressources à terme, toutes maturités confondues, s'est expliquée par le faible taux de rémunération offert par les banques de la place, obligeant les agents économiques à transformer leurs ressources à terme en ressources à vue.

2-2-3 Les dépôts selon les devises et les différentes catégories de déposants

Constituant 53% des ressources collectées, l'épargne des sociétés privées a noté une progression (+2,4%) à fin 2013. Cette évolution est accentuée par la bonne tenue des ressources des particuliers (+18,7%) et des établissements publics (+22,3%) témoignant de la bancarisation obligatoire des salariés des secteurs public et privé, instituée en 2009 par une circulaire présidentielle.

Dépôts auprès des banques par catégorie de déposants				
en millions FDJ				
Composantes	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Entreprises et Ets publics	17.743	18.364	22.462	22,3%
Sociétés et entreprises individuelles	97.310	107.097	109.668	2,4%
Particuliers	44.464	49.102	58.307	18,7%
Divers	17.982	18 752	17.813	-5%
Total	177.499	193 315	208.250	7,7%

Source : BCD

La ventilation par devises des dépôts a permis de déterminer une prééminence des ressources libellées en FDJ, suivi par ceux détenus en Dollars US. Cette situation s'explique par la préférence des commerçants à détenir des bons de caisse - titres anonymes et librement négociables – en USD pour les besoins de leurs commerces avec la zone dollar (Pays du golfe).

Hormis les dépôts libellés en « Autres devises » qui ont régressé de 2%, les dépôts libellés en USD et en monnaie locale ont vu leur niveau s'améliorer respectivement de 15% et de 3,2% en décembre 2013.

Dépôts auprès des banques selon les devises				
en millions FDJ				
Composantes	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Francs Djibouti	82.732	88.306	101.542	15%
Dollars US	66.477	74. 242	76.588	3,2%
Autres devises	28.291	30.767	30.121	-2,1%
Total	177.499	193.315	208.250	7,7%

Source : BCD

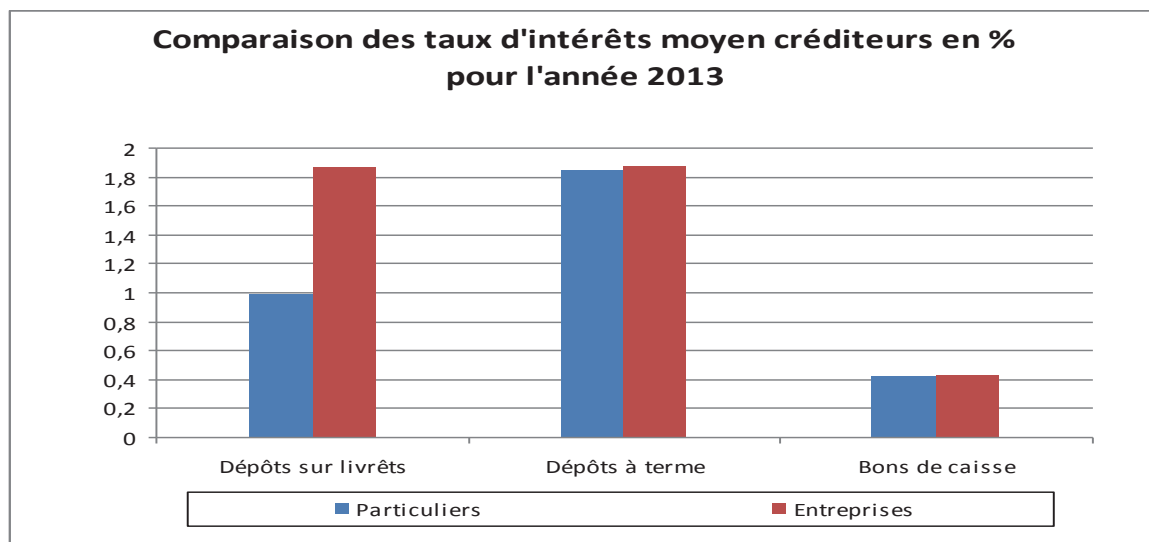
2-2-4 L'évolution de la rémunération des dépôts

En 2013, les taux moyens créditeurs ont observé une fluctuation à la baisse par rapport au niveau observé l'exercice précédent aussi bien pour les entreprises (-0,8%) que pour les particuliers (-0,3%).

Les taux d'intérêts avantageux pratiqués par les nouvelles banques de la place au cours de l'année 2012 se sont contractés sur la période étudiée notamment la rémunération

des dépôts à terme, toutes maturités confondues, pour toutes les catégories des déposants. Pour les particuliers, le taux moyen créditeur offert aux placements à terme est passé de 3,08% en 2012 à 1,85% en 2013 tandis que celui pratiqué sur les dépôts à terme des entreprises est passé de 3,08% en 2012 à 1,88% en 2013.

La rémunération moyenne des dépôts sur livrets offerts aux entreprises ont cependant observé un léger redressement au cours de l'année 2013 en s'établissant à 1,875%, contre 1,125% en décembre 2012.



Source : BCD

III – LES CONCOURS BANCAIRES

Après le léger repli observé en 2012 (-0,2%), le financement bancaire (engagements par signature inclus) est reparti à la hausse avec un volume de crédits bruts de 104.797 millions FDJ, soit une progression de 14% en décembre 2013. Cette reprise du crédit à l'économie a été favorable à la consolidation de la demande intérieure, principal moteur du regain de l'activité économique du pays observée en 2013, avec un taux de croissance du PIB de 5%.

La qualité du portefeuille global s'est détériorée notamment au cours du 3^{ème} trimestre 2013, suite au déclassement des nouveaux dossiers de crédit opéré par un des établissements de la place bancaire. Ainsi, le portefeuille à risque est passé de 8.258 millions FDJ en décembre 2012 à 12.346 millions FDJ en décembre 2013, représentant ainsi 11% du total des crédits bancaires, contre 9,4% en 2012.

Par conséquent, les provisions se sont dépréciées, avec un taux de couverture de 67%, soit 15% de moins par rapport à son niveau de l'année dernière.

3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE

Les concours alloués aux clients se sont établis à 76.563 millions FDJ à fin décembre 2013, soit une hausse en volume de 8.220 millions FDJ rapportés au niveau atteint en décembre 2012.

Les crédits à court terme se sont situés à 10.008 millions FDJ, contre 10.370 millions FDJ un an auparavant, soit une contraction annuelle de 3,5%.

De même, les crédits à moyen terme, situés à 13.437 millions FDJ, contre 13.575 millions FDJ en décembre dernier, ont également noté un léger recul de +1%.

En revanche, les comptes ordinaires débiteurs, se chiffrant à 38.773 millions FDJ, ont affiché une progression de 14% d'une année à l'autre.

Les crédits à long terme ont enregistré une augmentation de 19%, passant de 11.107 millions FDJ en 2012 à 14.279 millions FDJ en 2013.

Evolution des engagements selon la durée				
en millions FDJ				
Composantes	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Crédits à court terme	41.058	43.399	48.781	12,4%
Crédits à moyen et long terme	24.729	24.944	27.782	11,4%
Total bilan	65.789	68.343	76.563	12,0%
Hors Bilan	26.295	23.599	28.234	19,6%
Total Général	92.083	91.943	104.797	14,0%

Source : BCD

Concernant l'évolution du Hors-Bilan, les engagements en faveur de la clientèle ont connu une reprise de près de 20% entre décembre 2012 et décembre 2013.

3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES

Constituant 75,2% du total des concours octroyés, la ventilation des engagements en Francs Djibouti est demeurée la plus importante, atteignant ainsi 57.585 millions FDJ en décembre 2013, contre 53.279 millions FDJ en décembre 2012.

Evolution des engagements globaux selon les devises			
en millions FDJ			
Composantes	2012	2013	Var. 2013/12
Francs Djibouti	53.279	57.585	8,1%
Dollars US	14.227	17.256	21,3%
Autres devises	838	1.723	105,6%
Total	68.343	76.564	12,0%

Source : BCD

Les concours bancaires libellés en Dollars USD et aux Autres devises ont toutefois réalisé une percée respective de 21,3% et de 105% au cours de la période étudiée.

Evolution des engagements par agent économique					
					en millions FDJ
Agents économiques	2010	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Entreprises et Ets publics	2.245	1.770	1.968	2.742	39,3%
Stés et entrep. individuels	67.965	70.646	72.451	76.807	6%
Particuliers	13.483	14.644	13.369	19.838	48,4%
Divers	6.175	5.023	4.155	5.411	30,2%
Total	89.868	92.083	91.943	104.798	14%

Source : BCD

Les concours bancaires au Bilan et en Hors-bilan répartis selon les agents économiques bénéficiaires ont affiché dans leur intégralité un accroissement annuel de (+14%). La répartition des crédits par catégories de bénéficiaires a permis de dégager les évolutions suivantes :

- entreprises et établissements publics : +39,3%
- sociétés et entreprises individuelles : +6%
- particuliers : +48,4%
- Divers : +30,2%.

3-3 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LES SECTEURS D'ACTIVITE

Au cours de l'année 2013, le montant total des crédits et engagements supérieurs à 3 millions FDJ déclaré au Fichier Central des Risques de la BCD s'est établi à 57.550 millions FDJ.

Centralisation des concours bancaires > à 3 millions FDJ au 31 décembre 2013					
en millions FDJ					
Secteurs	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme	Hors Bilan	Total
Particuliers	4 922	3 084	6 244	724	14 974
Industrie, énergie	833	249	211	194	1 486
Construction BTP	3 815	364	234	5 625	10 037
Commerce	10 701	2 766	2 228	5 580	21 275
Hôtellerie	41	397	12	75	525
Etat	199	321	1 046	0	1 566
Autres services	4 101	561	1 869	1 154	7 687
Total	24 612	7 743	11 844	13 352	57 550

Source : BCD

L'analyse du crédit par secteur d'activité enregistré par la Centrale des Risques a indiqué une contraction de 13,7% par rapport à 2012.

Les crédits consentis à la branche « Bâtiments et Travaux Publics » ont haussé de 10% sur les douze derniers mois profitant de la bonne performance de l'économie nationale.

Pour ce qui est des crédits accordés au secteur tertiaire, leur rythme de progression s'est fixé à 16%. Ce profil d'évolution s'explique principalement par la décélération de 22% du rythme de croissance des prêts alloués à la branche « commerce » malgré une légère progression de près de 3% des crédits octroyés aux « autres services ».

En revanche, le rythme d'accroissement des emprunts aux particuliers a enregistré une accélération de 20,7% sur les douze derniers mois.

3.4 Evolution du coût du crédit

Durant l'année 2013, les taux moyens débiteurs ont été dans l'ensemble relativement élevés. Ventilés en deux catégories:

- Les particuliers

En hausse de 1,25%, les taux appliqués sur les découverts accordés aux particuliers sont restés pour leur part élevés se situant entre 9% et 18%. En revanche, les taux moyens débiteurs supportés par les prêts personnels ont clôturé l'année 2013 avec un niveau quasi identique à celui enregistré une année auparavant. Les taux moyens

appliqués aux prêts immobiliers ont par contre augmenté de 1,75% sur la même période.

- Les entreprises et entrepreneurs privés

Les taux d'intérêts débiteurs moyens appliqués à l'escompte et alloués aux entreprises et entrepreneurs individuels ont vu leur part croître de 1,75% sur la période étudiée.

Les découverts, pour toutes les tranches, consentis aux entreprises et entrepreneurs privés ont noté une augmentation de 1,25% rapportés au niveau de l'année dernière, se situant ainsi entre 8,5% et 16%.

Dans l'ensemble les taux d'intérêts des autres crédits à court terme et ceux à moyen et long terme sont restés inchangés.

Taux moyens de crédit				
en pourcentage				
Composantes	2012		2013	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
1. Particuliers				
Découverts	10,00	19,00	9,00	18,00
Personnels	9,50	15,00	9,50	16,00
Crédits immobiliers	8,02	10,50	7,03	15,00
2. Entreprises/entrepreneurs privés				
Escompte				
< 10 millions FDJ	11,00	11,00	17,00	17,00
Découverts				
< 10 millions FDJ	11,00	11,00	8,50	16,00
de 10 à 50 millions FDJ	11,00	11,00	8,50	16,00
de 50 à 200 millions FDJ	8,87	11,77	8,50	16,00
> 200 millions FDJ	9,50	10,00	8,50	16,00
Autres crédits à court terme				
< 10 millions FDJ	7,50	10,22	8,50	13,00
de 10 à 50 millions FDJ	8,46	8,87	8,50	13,00
de 50 à 200 millions FDJ	7,71	12,00	8,33	13,00
> 200 millions FDJ	7,71	10,96	7,00	13,00
Moyen et long terme				
< 10 millions FDJ	7,71	9,50	7,00	15,00
de 10 à 50 millions FDJ	7,71	9,50	7,00	15,00
de 50 à 200 millions FDJ	7,44	9,05	7,00	15,00
> 200 millions FDJ	8,90	9,06	6,82	15,00

Source : BCD

CHAPITRE –III- LE SECTEUR EXTERIEUR

I– LA BALANCE DES PAIEMENTS

1-1 LE COMPTE COURANT

En 2013, le solde des transactions courantes enregistre un déficit de 54.833 millions FDJ, soit 21% du PIB, après 26.297 millions FDJ équivalent à 11% en 2012. Cette dégradation de plus de 28.500 millions FDJ du compte courant provient de l'effet conjugué d'un élargissement du déficit de la balance commerciale et de la légère contraction des services et des revenus.

Balance des paiements				
en millions FDJ				
	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Compte transactions courantes	-30.540	-26.297	-54.833	-28.536
Biens	-74.266	-79.341	-106.601	-27.260
Exportations	16.475	20.971	21.260	289
Importations	-90.741	-100.312	-127.861	-27.549
Services et Revenus (net)	30.551	36.800	35.252	-1.548
Crédit	64.628	68.435	73.425	4.990
Débit	-34.077	-31.635	-38.173	-6.538
Transferts courants	13.175	16.244	16.516	272
Administrations publiques	14.335	17.247	17.366	119
Autres secteurs	-1.160	-1.003	-850	153
Autres	0	0	0	0
Compte de capital	10.606	9.313	8.969	-344
Transferts de capital	10.606	9.313	8.969	-344
Administration publique	10.606	9.313	8.969	-344
Transferts des migrants	0	0	0	0
Acquisitions & cessions d'actifs non financiers, non produits	0	0	0	0
Compte des opérations financières	28.118	3.239	17.162	13.923
Investissements directs	14.040	19.549	50.829	31.280
Investissements de portefeuille	0	0	0	0
Autres investissements	13.671	-15.260	-2.333	-30.284
Avoirs de réserves	407	-1.050	-31.334	-1.457
Erreurs et omissions	-8.183	13.745	28.702	14.957

Source : BCD

Compte des transactions courantes				
en millions FDJ				
	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Biens	-74.266	-79.341	-106.601	-27.260
Services	28.997	31.889	30.573	-1.316
Revenus	1.554	4.911	4.679	-232
Transferts courants	13.175	16.244	16.516	272
Total balance courante	-30.540	-26.297	-54.833	-28.536
Taux de couverture	18,2%	20,9%	16,6%	

Source : BCD

1-2 LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale est déficitaire de 106.601 millions FDJ en 2013, contre 79.341 millions FDJ en 2012. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est inscrit en baisse de 4 points de pourcentage en passant de 20,9% en 2012 à 16,6% en 2013. Cette aggravation du solde des échanges commerciaux de Djibouti est imputable à l'accélération significative enregistrée par les importations locales (+27,5%).

En effet, les importations de l'année 2013 se sont élevées à 127.861 millions FDJ en hausse de 27.549 millions FDJ par rapport à leur niveau de 2012. Cette évolution provient d'une part de la remontée des prix et des quantités des produits alimentaires et boissons et d'autre part de l'augmentation des volumes importés des produits chimiques, des plastiques et dérivés, des textiles et chaussures et des équipements électroménagers.

Composés principalement des produits halieutiques, des peaux et cuirs et des ravitaillements effectués auprès des navires étrangers, les exportations locales, pour leur part, n'ont évolué que de 1,4% en variation annuelle en enregistrant un total de 21.260 millions FDJ en 2013.

Balance des biens				
en millions FDJ				
	2011	2012	2013	Var. en % 2013/12
Exportations, fab	16.475	20.971	21.260	1,4
Importations, fab	-90741	-100.312	-127.861	27,5
Balance commerciale	-74.266	-79.341	-106.601	34,4

Source : BCD

1-3 LA BALANCE DES SERVICES

L'excédent des services s'est contracté légèrement, de 31.889 millions FDJ en 2012 à 30.573 millions FDJ en 2013. Cette évolution s'explique par une progression des dépenses observée notamment au niveau des rubriques « Transports » et « Assurances ».

En 2013, les échanges de services de transports ont enregistré un solde excédentaire de 2.309 millions FDJ en baisse de 1.303 millions FDJ par rapport à leur niveau de 2012. Cette situation résulte d'une progression des dépenses (+26%) beaucoup plus soutenue que celle des recettes (+15%).

Le solde déficitaire des transports maritimes s'est creusé courant l'année 2013, en s'établissant à 6.158 millions FDJ, soit un accroissement de 52% en variation annuelle. Par contre, le transport aérien et celui des autres transports ont connu des soldes excédentaires en hausse de 585 millions FDJ pour le premier et 210 millions FDJ pour le second.

L'amélioration de l'excédent des voyages entamée en 2012 s'amplifie en 2013 et totalise un solde de 424 millions FDJ en progression de 13,4%. Cet accroissement s'explique par une hausse des dépenses des touristes étrangers à Djibouti de +5,3%, tandis que les dépenses des djiboutiens à l'étranger enregistrent une augmentation modérée de +4,4%.

Les services de communications continuent sur son évolution positive en totalisant un montant de 2.208 millions FDJ en 2013, contre 1.734 millions FDJ un an auparavant. Cette augmentation provient des recettes tirées d'une part sur les consommations de Téléphone et d'Internet des non résidents installées sur le territoire national et d'autre part des redevances réglées par les sociétés de télécommunication étrangères utilisant les réseaux et câbles de Djibouti Télécom.

Soldes des échanges de services				
	en millions FDJ			
	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Transports	4.047	3.612	2.309	-1.303
Voyages	-309	374	424	50
Communications	1.440	1.734	2.208	474
Services d'assurance	-2.216	-2.104	-3.476	-1.372
Autres services	-1.375	-1.180	-1.227	-47
Administrations publiques	27.410	29.453	30.335	882
Total	28.997	31.889	30.573	-1.316

Source : BCD

Les services fournis ou reçus par les administrations publiques représentent essentiellement des dépenses de consommation des contingents militaires étrangers, des ambassades et organismes internationaux installés à Djibouti et des pensions de retraites payées par la France aux veuves résidentes des anciens combattants.

A la fin de l'année 2013, cette rubrique a totalisé un solde excédentaire de 30.335 millions FDJ, contre 29.453 millions FDJ en 2012, soit un accroissement de l'ordre de 3%.

1-4 LA BALANCE DES REVENUS

Les revenus comprennent d'une part les revenus du travail et d'autre part les revenus de capitaux. Ces derniers englobent les produits des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres placements.

L'excédent des revenus s'est sensiblement replié de 4,7% à la fin de l'année 2013 en affichant un montant de 4.679 millions FDJ, et ce, en raison du solde négatif des revenus des investissements.

Premier poste contributeur de l'excédent des revenus, les recettes procurées par les rémunérations des salariés se sont renforcées en enregistrant un excédent total de 4.930 millions FDJ en 2013, contre 4.710 millions FDJ l'année dernière.

Par contre, le solde des revenus des investissements a reculé de 452 millions, passant de +201 millions FDJ en 2012 à -251 millions FDJ en 2013. Cette situation provient de la baisse de rendement des avoirs placés à l'étranger combinée aux volumes importants des intérêts et dividendes payés par les résidents.

Soldes des revenus				
en millions FDJ				
	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Rémunération des salariés	4.626	4.710	4.930	220
Revenus des investissements	-3.072	201	-251	-452
Total	1.554	4.911	4.679	-232

Source : BCD

1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS

La rubrique des transferts courants se caractérise, structurellement, par un solde excédentaire qui constitue la première source de financement de la balance des paiements.

Transferts courants				
en millions FDJ				
	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Administrations publiques	14.335	17.247	17.366	119
Autres secteurs	-1.160	-1.003	-850	153
Total	13.175	16.244	16.516	272

Source : BCD

Le solde des transferts courants a atteint 16.516 millions FDJ en 2013, soit une sensible hausse de 272 millions FDJ. Cette évolution résulte d'une part de l'évolution positive du solde excédentaire des administrations publiques et d'autre part de la contraction du solde déficitaire des autres secteurs.

1-6 LE COMPTE DE CAPITAL

En 2013, le compte de capital affiche un excédent de 8.969 millions FDJ, après 9.313 millions FDJ en 2012. Cette sensible régression de ce solde positif provient des faibles montants de dons octroyés par les différents bailleurs de fonds étrangers à la République de Djibouti. Ces ressources ont servi à financer les nombreux projets d'investissement public du pays.

1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Le compte financier retrace les opérations de transferts d'actifs financiers entre les résidents de la République de Djibouti et les non résidents. Il s'agit de crédits commerciaux, des investissements directs et de portefeuille et, de manière générale, de la création ou de la liquidation de créances entre résidents de Djibouti et non résidents.

Les flux de capitaux entre résidents et non-résidents ont totalisé des entrées nettes de 17.162 millions FDJ en 2013, contre 3.239 millions FDJ en 2012, soit un accroissement de 13.923 millions FDJ. Le volume exceptionnel des investissements directs en provenance de l'étranger (IDE) et les faibles sorties nettes des opérations de prêts et emprunts avec les non-résidents sont à l'origine de l'importante évolution du solde excédentaire du compte financier.

Compte des opérations financières				
en millions FDJ				
	2011	2012	2013	Var. 2013/12
Investissements directs	14.040	19.549	50.829	31.280
Investissements de portefeuille	0	0	0	0
Autres investissements	13.671	-13.931	-2.333	11.598
Avoirs de réserves	407	-1.050	-31.334	-30.284
Total opérations financières	28.118	4.568	17.162	12.594

Source : BCD

En effet, les investissements directs étrangers à Djibouti, constitués principalement du rachat d'une partie du capital du PAID et de la Zone franche par le Groupe International China Merchants, ont progressé de 160% entre 2012 et 2013 pour se situer à leur niveau le plus élevé depuis 2003.

S'agissant des autres investissements, leur flux net est passé de -15.260 millions FDJ en 2012 à -2.333 millions FDJ en 2013, soit une contraction de 85%. Ces sorties nettes de capitaux résultent d'une augmentation des avoirs extérieurs des banques de la place beaucoup plus importante que celle de leurs engagements extérieurs.

I- Définition

La balance des paiements est un document statistique qui rassemble et ordonne, dans un cadre défini, toutes les transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie avec le reste du monde au cours d'une période donnée.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique. C'est pourquoi, les rubriques (ou comptes) de la balance des paiements sont toujours présentés en termes de FLUX et NON PAS DE STOCKS.

II- Objectif

La balance des paiements permet d'évaluer l'insertion du pays dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres, de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde (lorsque les sorties de capitaux sont supérieures aux entrées de capitaux) ou placés auprès du reste du monde (quand les sorties de capitaux sont inférieures aux entrées de capitaux). La balance des paiements constitue en outre un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments tirés de la balance des paiements contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le PIB, compte des transactions courantes dans le revenu national, évolution des avoirs et engagements internationaux de la République de Djibouti (RDD) dans le compte financier).

III- Organisation institutionnelle

L'article 8 de la Loi n°118/AN/11/6^{ème} L portant modifications des statuts de la Banque Centrale (BCD) confie l'élaboration de la balance des paiements de la RDD à la BCD et prévoit que celle-ci peut entrer directement en relation avec les administrations et services publics, les entreprises publiques et privées, et toute personne physique ou morale exerçant une activité en RDD pour se faire communiquer tous documents et renseignements qui lui sont nécessaires.

Au plan opérationnel, l'élaboration de la balance des paiements est assurée par le Service des Relations Extérieures de la BCD.

Les statistiques de la balance des paiements sont diffusées sur une base annuelle sur le site web de la BCD (www.banque-centrale.dj/rubriques/23) et aux organismes internationaux, notamment le FMI, le COMESA et l'OMC.

IV- Règles d'établissement

A- Principe de double écriture

La balance des paiements obéit aux principales règles de la comptabilité générale, et notamment à la règle de la partie double, suivant laquelle chaque opération donne lieu en principe à deux inscriptions :

- la première traduit sa nature économique ou financière ;
- la deuxième, son mode de règlement.

B- Convention de signe

Contrairement à la comptabilité nationale dans laquelle les échanges entre la RDD et l'extérieur sont présentés du point de vue du « reste du monde », la balance des paiements est présentée du point de vue de la « Nation ».

Par convention, un chiffre positif (crédit) correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle, c'est-à-dire des échanges de biens, de services et des paiements de revenus.

Un chiffre négatif (débit) représente une importation ou une dépense.

Dans le compte financier, un chiffre positif (crédit) représente une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financiers ou monétaires. Un chiffre négatif (débit) représente l'inverse.

Ces inscriptions ne sont pas toujours simultanées, des décalages entre elles pouvant se produire. Il en résulte donc, un déséquilibre entre les crédits et les débits enregistrés sur une période donnée qui alimente le poste « Erreurs et omissions ».

Encadré 1

Balance des paiements Révisions de données de l'année 2012

Dans le cadre de la publication du Rapport annuel, certaines données de l'année antérieure à celle de la publication font l'objet d'actualisations.

Le compte de transactions courantes

Le solde du compte de transactions courantes s'est aggravé de 4.673 millions FDJ en 2012 en totalisant un solde de -26.297 millions FDJ, contre -21.624 millions FDJ lors de la précédente publication.

La principale révision concerne le poste des biens, notamment les importations de biens dans lesquelles sont intégrés les résultats de l'enquête communiquée par l'EDD sur les importations en électricité en provenance de l'Ethiopie.

Le compte des autres investissements

La principale révision des « autres investissements » concerne la sous rubrique « Autres secteurs » des Avoirs et conduit à une augmentation de capitaux de 1.329 millions FDJ. Elle résulte de la prise en compte d'informations reçus tardivement sur les placements effectués par le secteur non financier à l'étranger.

Balance des paiements de Djibouti, 2012-2012 révisée

en millions FDJ

	2012			2012 révisée		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
Compte courant	108.112	129.736	-21.624	108.112	134.409	-26.297
Biens	20.971	95.639	-74.668	20.971	100.312	-79.341
Services	60326	28.437	31.889	60326	28.437	31.889
Revenus	8.109	3.198	4.911	8.109	3.198	4.911
Transferts courants	18.706	2.462	16.244	18.706	2.462	16.244
Compte de capital	9.313	0	9.313	9.313	0	9.313
Compte d'opérations financières	19.549	14.981	4.568	19.549	16.310	3.239
Investissements directs	19.549	0	19.549	19.549	0	19.549
Autres investissements	0	13.931	-13.931	0	15.260	-15.260
Avoirs de réserves	0	1.050	-1.050	0	1.050	-1.050
Erreurs et omissions	7.743	0	7.743	13.745	0	13.745

Source : BCD

II- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La Position Extérieure Globale (PEG) de la République de Djibouti a affiché un solde débiteur de 56.710 millions FDJ à la fin de l'année 2013, en progression de 67,2% ou 22.800 millions FDJ en comparaison à son niveau de l'année dernière. Cette forte évolution baissière de la position nette est attribuable à l'augmentation des engagements (+24,6%), tandis que les avoirs extérieurs du pays n'ont haussé que de 17,8%.

Parmi les rubriques qui ont énormément contribué à la progression des concours extérieurs du pays, on note les investissements directs étrangers, la dette extérieure des entreprises publiques et les engagements extérieurs des banques commerciales.

Position extérieure globale			
en millions FDJ			
Composantes	2012	2013	Var. 2013/12
Investissements directs			
Avoirs	0	0	-
Engagements	- 91.303	- 142.132	55,7%
Autres investissements			
Avoirs	168.741	175.034	3,7%
Engagements	-153.115	-162.514	6,1%
Avoirs de réserves	41.767	72.902	74,5%
Position nette	-33.910	-56.710	67,2%

Source : BCD

En effet, les investissements directs étrangers (IDE) injectés dans l'économie locale sur une période de 10 années consécutives, ont enregistré un volume de 142.132 millions FDJ à la fin de l'année 2013, contre 91.303 millions FDJ en 2012, soit une augmentation de 55,7%. Provenant des flux nets comptabilisés au niveau de la balance des paiements, cette variation des IDE a fortement contribué à la hausse des engagements extérieurs du pays.

Première composante en termes de poids d'avoirs et d'engagements de la PEG, la rubrique des « autres investissements » fait apparaître à la fin de l'année 2013, une position nette créditrice de 12.520 millions FDJ, en baisse de 3.106 millions FDJ par rapport à son niveau de 2012. Cette situation résulte de l'augmentation de 6% des engagements en variation annuelle, notamment le stock de la dette extérieure des entreprises publiques (+17,2%) et la position en monnaie fiduciaire et dépôts des banques commerciales (+15,4%).

Par contre, les avoirs extérieurs des « autres investissements » se sont établis à 175.034 millions FDJ en hausse de 3,7% d'une année à l'autre.

Les avoirs de réserves, de leur côté, ont enregistré une position créditrice nette de 72.902 millions FJD, en augmentation significative de 74,5% ou 31.135 millions FDJ par rapport à leur niveau de 2012. Cette évolution exceptionnelle provient de la

privatisation d'une partie du capital du port de Djibouti enregistrée au niveau de la sous composante « Devises étrangères ».

III- LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

3-1 L'ENCOURS DE LA DETTE

A la fin de l'année 2013, le stock de la dette extérieure du pays s'est établi à 124.275 millions FDJ, contre 117.439 millions FDJ en 2012, soit une hausse de 5,8%. Cette évolution qui provient d'un point de vue général de la hausse de la dette bilatérale, est particulièrement attribuable à la progression des prêts contractés par les entreprises.

L'endettement national, mesuré par les ratios « Dette/PIB et Dette/Recettes d'exportation de biens et services » affiche des taux respectifs de 48,1% et 144%. Même si ces ratios ont sensiblement dépassé leur seuil de référence fixé respectivement à 46% et 100%, leur évolution tend à s'améliorer année après année, puisque leur niveau de 2012 se situe à 48,8% et 144,5%.

Evolution de la dette extérieure et à garantie publique par type de coopération					
en millions FDJ					
Désignation	2012		2013		Var. 2013/12 en %
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	
Etat	88.726	100	90.620	100	2,13
Coopération bilatérale	28.663	32,3	30.175	33,3	5,28
Coopération multilatérale	60.063	67,7	60.445	66,7	0,64
Entreprises publiques	28.713	100	33.655	100	17,21
Coopération bilatérale	8.870	30,9	10.396	30,9	17,2
Coopération multilatérale	19.843	69,1	23.259	69,1	17,22
Encours total	117.439	100	124.275	100	5,82
Coopération bilatérale	37.533	32	40.571	32,6	8,1
Coopération multilatérale	79.906	68	83.704	67,4	4,75

Source : MEFIP

L'encours de la dette contractée auprès des créanciers multilatéraux s'est établi à 83.704 millions FDJ en 2013, contre 79.906 millions FDJ l'année précédente, soit une augmentation de 4,75%. Cette évolution de la dette multilatérale résulte de la progression observée au niveau des encours de créanciers à savoir le FADES (+33,3%), et le BID (9,8%).

Le stock des bailleurs de fonds bilatéraux, pour sa part, a enregistré une hausse de 8,1% pour se situer à 40.571 millions FDJ à fin décembre 2013. Cette situation provient des fortes sommes tirées auprès de nos pays partenaires, notamment la Chine (+58,1%), le Koweït (+10,8%), l'Iran (+6,2%) et l'Arabie Saoudite (+5,1%).

Entre 2012 et 2013, ce sont les entreprises publiques qui ont vu leurs encours auprès de ces bailleurs bilatéraux augmentés de 17,2%, alors que la part destinée à l'Administration Centrale n'a évolué que de 5,3% durant la même période.

3-2 LE SERVICE DE LA DETTE

Après avoir haussé de 13,9% au cours de l'année 2012, les montants remboursés au titre de la dette extérieure de l'année 2013 se sont établis à 8.320 millions FDJ, soit une sensible augmentation de 3,5% en variation annuelle.

Composantes du service de la dette publique extérieure				
en millions FDJ				
	2011	2012	2013	Var. 2013/12 en %
Intérêts	1.693	1.838	1.636	-11
Etat	900	1.007	847	-15,9
Entreprises publiques	793	831	789	-5,1
Amortissements	5.370	6.203	6.684	7,8
Etat	2.912	3.467	3.824	10,3
Entreprises publiques	2.458	2.736	2.860	4,5
Service de la dette extérieure	7.063	8.041	8.320	3,5

Source : Direction du Financement Extérieur (MEFIP) et services du FMI

Les paiements effectués en amortissement qui représentent un poids de 80% du total du service de la dette, enregistrent un volume de 6.684 millions FDJ en 2013, contre 6.203 millions FDJ en 2012, soit une hausse de 7,8%. Les intérêts remboursés, de leur côté, ont connu un repli de 11% sur la même période étudiée, en affichant un montant de 1.636 millions FDJ.

Les montants réglés par l'Administration Centrale au titre de la dette, se sont chiffrés à 3.824 millions FDJ en principal et 847 millions FDJ en charges d'intérêts, soit une variation respective de +10,3% et -15,9%.

De même, les sommes payées par les entreprises publiques au cours de l'année 2013, se sont montées à 2.860 millions FDJ en amortissement et 789 millions FDJ en intérêts.

En termes de soutenabilité du service de la dette, les ratios « Service de la dette/Recettes d'exportations des biens et services et Service de la dette/Recettes budgétaires (hors aides) » affichent des taux respectifs de 9,6% et 10%. Même si, ces deux ratios se sont légèrement dégradés l'année passée, on observe courant l'année 2013 une amélioration de leur niveau.

TROISIEME PARTIE – EVOLUTION DU SECTEUR FINANCIER ET ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

CHAPITRE I- L'EVOLUTION DU SECTEUR FINANCIER

1-1 LES OPERATEURS DU SECTEUR FINANCIER

Comme pour l'année précédente, le secteur bancaire totalise 11 établissements à la fin de l'année 2013. Conformément à l'article 14 de la « Loi Bancaire N°119/AN/11/6^{ème} L, du 22 janvier 2011 » stipulant aux établissements de crédit de porter leur capital à un niveau minimum de 1 milliard FDJ jusqu'au 22 janvier 2014.

Tissu bancaire djiboutien en 2013		
Etablissements de crédit en activité	Date création	Type
1. Banque pour le Commerce et l'Industrie Mer Rouge (BCI-MR)	1957	Conventionnel
2. Bank Of Africa (BOA)	déc. 2010	Conventionnel
3. International Commercial Bank (ICB)	sept. 2006	Conventionnel
4. Saba Islamic Bank (SIB)	juin 2006	Islamique
5. Banque de Dépôts et Crédits Djibouti (BDCD)	janv. 2008	banque de détail
6. Salaam African Bank (SAB)	déc. 2008	Islamique
7. Cooperative Agricultural and Credit Bank (CAC Bank)	janv. 2009	Conventionnel
8. Dahabshiil Bank International S.A.	oct. 2009	Islamique
9. Shoura Bank	juin 2010	Islamique
10. Warka Bank	mai 2010	Conventionnel
11. Exim Bank Djibouti	juil. 2010	Conventionnel

Source : BCD

Le secteur est également composé de bureaux de change et de transfert de fonds. Au nombre de 17 entités agréées, ce sous-secteur a connu une recombinaison de ses acteurs avec la cessation d'activité de la société Al Zoureiki Sarl, remplacée par Al Khalil Sarl et l'arrivée d'une nouvelle entité dénommée « FastPay Exchange SARL ».

Bureaux de change et de transfert de fonds agréés	
Nom	Agrément BCD
1. Western-Union	2001
2. Ahmed Taha Haïdar	2002
3. Dahabshiil EURL	2002
4. Houssein Mohamed Haïdar	2002
5. Atulkumar K. Mehta	2003
6. Dilip Corporation Sarl	2003
7. Mustaqbal Sarl	2003
8. Amal Express Sarl	2003
9. Kaah Express Eurl	2003
10. ATTA - Moneygram	2005
11. Daar Al Tawakul	2006
12. La Poste De Djibouti	2008
13. Hodan Global Sarl	2008
14. Osob Money Transfer & Exchange SARL	2010
15. Irmaan International Exchange EURL	2011
16. Alkhalil SARL	2012
17. FastPay Exchange SARL	2012

Source : BCD

1-2 LES REFORMES DU SECTEUR BANCAIRE

Compte tenu de la multiplication des opérateurs financiers et le développement du secteur financier à Djibouti, la Banque Centrale de Djibouti a créé en mai 2011 en son sein un Service de la supervision des banques, établissements et auxiliaires financiers. Ce service regroupe actuellement huit (8) cadres y compris le responsable de département. Le Département de la supervision est appelé à renforcer progressivement ses capacités en matière de comptabilité, sur les questions juridiques et dans le domaine informatique.

Le pôle de contrôle sur pièces est pleinement fonctionnel et comprend trois (3) inspecteurs chargés d'assurer le suivi permanent de l'activité des banques et autres auxiliaires financiers. Le pôle de contrôle sur place regroupe au total cinq (5) superviseurs en charge des contrôles périodiques dans les établissements assujettis.

Des pôles de compétences ont été développés avec des référents désignés pour prendre en charge chaque type de risques afférents à l'activité financière : Comptabilité et

reporting, Veille réglementaire, Finance islamique, Micro-finance, Lutte anti-blanchiment.

Le développement des activités de la supervision se poursuit conformément aux orientations stratégiques déclinées dans son plan d'action à moyen terme dans le cadre de la mission de surveillance prudentielle des établissements assujettis.

Avec les analyses périodiques rapprochées, le département de la supervision a multiplié de manière significative le rythme des entretiens individuels avec les principaux responsables de métiers et les dirigeants responsables des établissements assujettis (crédit, comptabilité, audit interne) ainsi qu'avec les auditeurs externes.

Les résultats des analyses individuelles de la situation des banques ont permis au Département de la supervision de déployer de nombreuses missions de contrôle sur place dans les banques, les institutions de Microfinance et autres institutions financières spécialisées.

En matière de réglementation, la Banque Centrale de Djibouti a adopté en octobre 2013 deux (2) nouvelles instructions sur la liquidité et l'agrément des établissements de crédits.

Le Département de la supervision a procédé, courant mai 2013, à une revue complète des outils et manuels de gestion des institutions de Microfinance en vue de leur prochaine validation par les organes dirigeants.

La Banque Centrale de Djibouti a continué à accroître les capacités opérationnelles de la supervision en formant ses cadres à l'étranger, grâce à leur participation aux cycles de séminaires et formations proposés par les institutions financières internationales et l'Institut de formation de la Banque de France (IBFI).

Enfin, le Département de la supervision a apporté son appui aux réunions de la Commission des sanctions et à la réactivation et redynamisation de l'Association Professionnelle des établissements de crédits (APEC).

CHAPITRE II- LES DIFFERENTES ACTIVITES DE LA BANQUE

2-1 GESTION DES OPERATIONS

2-1-1 Acquisition de logiciel comptable

La Banque Centrale s'est dotée d'un logiciel spécialisé dans le système d'exploitation des Banques Centrales assorti d'un ensemble de mises en place d'un lot de matériels techniques. Dans le cadre de ce projet, le personnel des services comptable, caisses, informatique et administratif a bénéficié d'une formation dispensée par des experts de la société ERI Bancaire SA pour assimiler l'utilisation de ce logiciel.

Cet outil informatique permettra non seulement de réduire les délais de traitement des données comptables et les risques d'erreurs y afférents, mais également de créer une synergie entre les différents services de la BCD.

2-1-2 Effectif et formation professionnelle

Suite à la disparition tragique du Gouverneur en exercice de la Banque Centrale de Djibouti, Djama M. Haïd survenue le 11 janvier 2013 à Nairobi et le décès d'un agent de la banque, l'effectif de la BCD est resté stable à la fin de l'année 2013 avec le recrutement de deux nouveaux agents.

Situation du personnel de la BCD, 2012-2013									
Catégorie	2012			2013			Var. 2013/12		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Cadre supérieur	13	7	20	12	7	19	-7,7%	-	-5%
Cadre moyen	4	4	8	4	5	9	-	25%	12,5%
Agent	15	15	30	14	16	30	-6,7%	6,7%	-
Total	32	26	58	30	28	58	-6,3%	7,7%	-

Source : BCD

Totalisant un effectif de 58 personnes en 2013, la BCD a exécuté pleinement son plan de formation en permettant à ses employés de suivre à des formations de qualité adaptées aux besoins techniques des différents services.

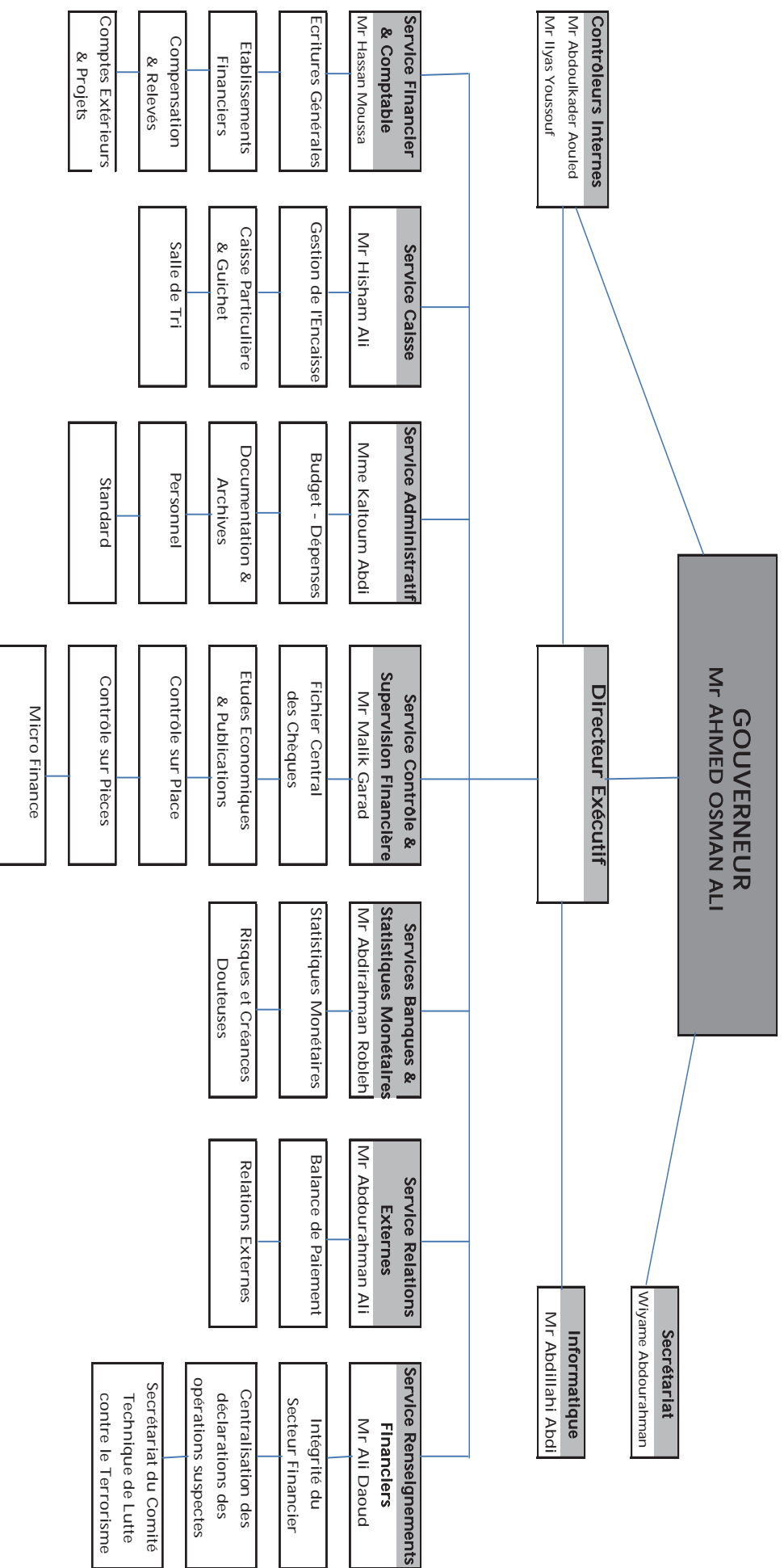
Au cours de l'année 2013, 23 cadres et employés ont participé aux cours, séminaires et ateliers suivants :

- Un cadre a participé à un séminaire portant sur la « stratégie et gestion des ressources informatiques » organisé par l'Institut de la Banque de France à Paris ;

- Deux agents ont suivi à des niveaux différents des cours de langues en anglais et en arabe ;

- Trois cadres du service de la supervision ont participé à une formation portant sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme organisé par l'IGAD à Djibouti ;
- Deux employées ont suivi des formations à distance portant sur la profession bancaire dispensé par l'Institut Technique de Banque - Paris ;
- Deux cadres moyens se sont inscrits à des cours par correspondance en 3ème année de licence ;
- Un cadre a participé à un séminaire portant sur la comptabilité de Banque Centrale et gestion budgétaire organisé par l'Institut de la Banque de France à Paris ;
- Un cadre a participé à un séminaire portant sur l'évaluation et contrôle du risque de liquidité organisé par l'Institut de la Banque de France à Paris ;
- Deux cadres supérieurs ont suivi une formation sur « la politique économique pour la stabilité financière » organisée conjointement par International Monetary Fund of Middle East et Center of Economics and Finance à Koweit City ;
- Deux cadres ont participé à des cours sur la « gestion macroéconomique et politiques budgétaires » organisé par l'Institut Multilatéral d'Afrique à Tunis ;
- Un cadre a participé à des cours sur la « gestion macroéconomique et secteur financier » organisé par l'Institut Multilatéral d'Afrique à Tunis ;
- Un cadre a participé à un séminaire intitulé « programme international en banque et finance sur la gestion des risques » organisé par National Institut of Bank Management à New Delhi, Inde ;
- Un cadre a participé à un séminaire portant sur les « aspects juridiques du métier de banque » organisé par l'Institut de la Banque de France à Paris ;
- Deux cadres ont bénéficié d'un stage de renforcement de capacités dans le domaine de la supervision de la microfinance offert par la National Bank of Rwanda ;
- Deux cadres ont suivi des cours sur la "programmation et politiques financières par téléenseignement- Residential Segment" organisé par l'Institut pour le Développement des Capacités – IDC du Fonds Monétaire International.

2-2 ORGANIGRAMME DE LA BANQUE



2-3 DIFFUSION DES STATISTIQUES MONÉTAIRES

Conformément à l'article 13 de la Loi n°118/AN/11/6^{ème} L, portant modifications des statuts de la Banque Centrale, le Service Banques & Statistiques Monétaires établit une situation mensuelle détaillée de la masse monétaire, de la circulation fiduciaire et de leurs contreparties puis transmet ces principaux indicateurs au Fonds Monétaire International par le biais du système de correspondance intégré (SCI).

Sur la base des principaux agrégats monétaire, le service Banques & Statistiques Monétaires publie également les statistiques monétaires mensuelles sous forme d'un Bulletin et contribue à l'élaboration du rapport annuel de la Banque Centrale.

Outre la diffusion périodique des données, le service centralise dans un Fichier Central des Risques, tous les concours consentis par les établissements bancaires à leur clientèle, d'un montant supérieur ou égal à 3 millions FDJ. Une réforme de ce Fichier est en cours avec un consultant national. La migration vers la nouvelle base de données a été intégralement effectuée pour l'année 2012. Le même processus de migration est en cours pour les déclarations de l'année 2013.

Il centralise également sur une base trimestrielle, la liste nominative des créances (bilan) et des engagements d'un montant unitaire brut supérieur ou égal à 1 million FDJ.

Parallèlement à ses activités, le Service a mené au cours du 3^{ème} trimestre 2013 une enquête ponctuelle auprès des établissements de crédit sur l'accès aux services financiers de la population Djiboutienne.

Le service Banques & Statistiques Monétaires a activement participé « aux journées nationales de la statistique » organisées par la DISED à l'occasion desquelles il a livré une présentation détaillée sur les principaux agrégats monétaires.

Le service a appuyé les experts de la Banque Mondiale sur le projet de modernisation des infrastructures financières à Djibouti. Ces infrastructures concernent notamment la modernisation des systèmes de paiements et d'informations sur le crédit. La mise en place des systèmes d'informations sur le crédit viendra renforcer la réforme déjà engagée en matière du Fichier Central des Risques.

Dans l'animation générale des activités de la Banque Centrale, le service a participé les réunions de redynamisation de l'association professionnelle des banques.

2-4 LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE

Au terme de l'année 2013, le volume de billets triés s'est établi à 16.815.000 coupures, en augmentation de 7% en comparaison aux résultats de l'année dernière. Cette situation est essentiellement imputable à la progression constatée au niveau des billets de 1.000 FDJ (+24%) et de 2.000 FDJ (+23,4%) triés par les agents du service des caisses.

Billets	Nombre de coupures validées		Nombre de coupures annulées		Nombre de coupures triées		Taux de récupération
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
1.000	150.000	183.000	212.000	266.000	362.000	449.000	41%
2.000	603.000	765.000	185.000	207.000	788.000	972.000	76%
5.000	5.774.000	6.061.000	899.000	962.000	6.673.000	7.023.000	86%
10.000	7.546.000	7.982.000	347.000	389.000	7.893.000	8.371.000	95%
Total	14.073.000	14.991.000	1.643.000	1.824.000	15.716.000	16.815.000	89%

Source : BCD

En termes d'usures, le billet de 1.000 FDJ occupe la première place en enregistrant un taux d'annulation de 60%. Au cours de l'année 2013, sur un volume de 449.000 coupures triées, le total des coupures retirées de la circulation se monte à 266.000 billets de 1.000 FDJ.

Par contre, le billet de 10.000 FDJ a enregistré, de son côté, un taux de récupération identique à celui de l'année passée, soit 95% des coupures manipulées courant 2013.

A fin 2013, le nombre de paquets ⁽¹⁾ neufs et valides émis par le service des caisses a affiché un total de 3.941 paquets en baisse de 12,4% par rapport à son niveau de 2012.

Billets	Paquets ⁽¹⁾ de billets émis (neufs et valides)			
	2011	2012	2013	Var. en %
1.000	616	546	398	-27,1
2.000	619	712	487	-31,6
5.000	1.073	1.729	1.461	-15,5
10.000	1.179	1.512	1.595	5,5
Total	3.487	4.499	3.941	-12,4

Source : BCD

⁽¹⁾ 1 paquet = 1.000 billets

Le billet de 10.000 FDJ qui a détrôné pour la première fois le billet de 5.000 FDJ, en termes d'émission, représente à lui seul 40,5% ou 1.595 paquets émis en 2013. De ce fait, il occupe bien la position de billet le plus demandé par le public djiboutien.

L'année 2013 a été marquée également par la mise en circulation d'une nouvelle pièce de monnaie d'une valeur faciale de 250 FDJ. Un Décret présidentiel signé le 17 avril 2013 a officialisé la mise en circulation de cette nouvelle pièce qui vient étoffer et compléter la série de monnaies divisionnaires ayant cours légal et pouvoir libérateur sur le territoire national.

Conçue à partir d'un alliage jaune UA6 N2 – Blanc UN 25, la forme de cette nouvelle pièce de 250 FDJ est ronde, son diamètre est de 29 mm, son poids est de 10g et sa tranche est cannelée.

Le côté pile de cette pièce est représenté par le francolin de Djibouti, espèce endémique vivant dans deux écosystèmes dans les Monts Goda et Mabla (régions de la forêt du Day et Medeho).

Le côté face est illustré par le sceau de la République de Djibouti.

2-6 ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

Le Service Comptable et Financier est chargé de la comptabilité générale de la BCD et des comptes de tiers (comptes des banques commerciales, FMI, projets, ...etc.)

Il assure également la tenue des comptes de l'Etat, notamment celui du Trésor National et enregistre l'ensemble des opérations courantes, à savoir :

- les prélèvements des espèces destinés aux Comptables Publics,
- les encaissements des chèques détenus par le Trésor,
- les recouvrements des traites ou autres effets souscrits par/ou tirés sur les assujettis,
- l'acheminement des virements interbancaires émis en couverture de la dette publique intérieure (traitements des salaires, règlements des subventions et factures, ...etc.)
- et l'exécution des transferts de fonds en direction de l'étranger (ambassades, bourses des étudiants à l'étranger, remboursement des dettes extérieures, ...etc.)

Par ailleurs, le Service Comptable et Financier est chargé de la gestion des réserves officielles de change, constituées par les contreparties de la monnaie en circulation, de ses engagements envers les tiers (Banques et Etat essentiellement) et de ses fonds propres. Les avoirs à l'étranger sont ainsi conservés sous forme de dépôts à vue à la Banque de France, à la BNP-Paribas Paris, la Citibank de New York et à la Fédéral Réserve Bank de New York.

En tant que Conseiller Financier de l'Etat, la Banque Centrale continue de superviser la construction de l'Usine de Cimenterie à Ali – Sabieh financé par l'Exim Bank Of India.

Le tableau ci-dessous relate les différentes activités du service au cours des 2 dernières années :

Activités du Service Financier et comptable			
	2012	2013	Var. 13/12 en %
Virements interbancaires	38 657 442 087	48 748 291 781	26%
Transferts émis par le Trésor	10 695 025 304	13 732 702 138	28%
Transferts reçus par le Trésor	20 064 517 894	12 594 472 742	-37%
Transferts émis par les Banques	72 651 811 637	73 439 945 428	1%
Transferts reçus par les Banques	63 026 308 579	77 556 291 334	23%
Compensation	148 942 850 461	163 649 488 653	10%
Encaissement chèques/ Trésor	31 210 435 646	36 843 069 558	18%
Total	385 248 391 608	426 564 261 634	11%

Source : BCD

Ce tableau reflète l'activité du Service Comptabilité et Finance au cours de l'année 2013, l'activité globale du service a augmenté de 11% par rapport à 2012.

Cette variation positive est plutôt due à une augmentation significative de l'activité des banques commerciales (les virements interbancaires ont augmenté de 26 % et les transferts reçus par les banques +23%) et des transferts émis par le Trésor National +28%.

Par contre, on assiste à une nette diminution des transferts reçus par le trésor National - 37% par rapport à l'année dernière.

La chambre de la compensation connaît une légère hausse de son activité de 10 % ainsi que les encaissements du Trésor qui ont légèrement augmenté de 18% par rapport à 2012.

Depuis le début de cet exercice, nous avons ouvert des crédits documentaires à hauteur de 281 millions FDJ, principalement en faveur de l'Education Nationale à hauteur de 109 millions et du Projet Accès et Diversification du Secteur de l'Energie (achat des nouveaux compteurs électriques de l'EDD à hauteur de DJF 100 millions financé par la Banque Mondiale), le reste étant pour la Police Nationale, la Protection Civile et l'Armée.

2-7 SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS (SRF) :

Logé à la Banque Centrale et financé sur le budget de cette dernière, le SRF partage toutes les ressources administratives, humaines et matérielles de la BCD.

Avec la réorganisation des effectifs de la Banque en vue de soutenir sa supervision bancaire, le SRF a vu une partie de ses ressources mises à la disposition de cet objectif.

En effet, depuis mai 2011, privé d'un cadre parti en congé de longue durée et d'une cadre affectée à la Supervision, le SRF fonctionne avec un seul membre et en attente de renforcement de ses capacités tant matérielles qu'humaines.

Au cours de la décennie écoulée, Djibouti a connu une croissance économique dynamique et durable qui a suscité l'essor rapide d'un secteur financier dense. Afin de consolider ces progrès remarquables, les autorités nationales ont décidé de renforcer la surveillance du secteur financier par l'amélioration considérable de la supervision et par la création du SRF, chargé de veiller à l'intégrité des activités financières sur le territoire national.

L'apparition récente du phénomène de la piraterie dans la sous-région, a créé de nouveaux circuits financiers clandestins qui constituent des menaces directes pour les secteurs financiers des pays limitrophes.

La criminalité maritime s'est intensifiée ces vingt dernières années. Même si en 2013, le nombre d'attaques à main armée a baissé par rapport à 2012, on estime qu'il a doublé par rapport à 1993. Ce résultat est en partie lié à la hausse de l'activité de transport maritime international, qui fournit d'autant plus de cibles potentielles aux acteurs de la criminalité, mais surtout lié à l'affaiblissement de l'Etat somalien confronté à des groupes terroristes qui ont pris le contrôle des zones côtières. Motivée par l'appât du gain et commanditée par des groupes criminels transnationaux, la criminalité maritime se caractérise aujourd'hui par des procédés de plus en plus professionnels.

Après avoir connu des pics entre 2009 et 2011, les actes de piraterie ont reculé en 2013 à travers le monde grâce à la diminution de la piraterie somalienne dans le Golfe d'Aden. En 2011 on a recensé 237 incidents, contre seulement 15 en 2013. Le dernier navire capturé au large de la Somalie date de mai 2012. Ce résultat a été obtenu au prix d'inlassables efforts et d'engagement de moyens colossaux de la communauté internationale : déploiement naval important pour quadriller d'immenses étendues maritimes, utilisation de services privés de sécurité sur les bateaux.

En dépit de ces performances et des moyens déployés, on estime que les effets de la lutte contre la piraterie somalienne, restent limités car la communauté internationale n'a pas neutralisé les têtes de réseaux qui financent et coordonnent les activités criminelles. Concernant les flux financiers illicites issus de la criminalité maritime, l'étude de la Banque Mondiale, de l'ONUDC et d'Interpol de 2013², entre 339 et 413 millions USD ont été versés aux pirates somaliens entre avril 2005 et décembre 2012. D'après le rapport, les fonds issus des rançons sont blanchis à travers des activités commerciales légales, tels que la restauration, le transport, l'immobilier et le khat. Jusqu'à 60% de ces fonds seraient utilisés en Somalie, le reste serait destiné aux pays limitrophes.

Les capacités opérationnelles du SRF sont jugées insuffisantes au regard des missions qui lui sont assignées. A cet effet, il est prévu de le renforcer considérablement par de nouveaux recrutements et l'allocation de ressources adéquates. Des pourparlers sont déjà engagés avec la Banque Mondiale pour mettre en place un programme d'assistance technique de longue durée pour doter le SRF de nouvelles capacités à l'horizon 2013. En termes de coopération, des discussions sont également engagées avec le MENAGAFI pour une adhésion au regroupement régional d'agences de supervision et d'intégrité des institutions financières.

² « Pirate trails : tracking the illicit financial flows from pirate activities off the Horn of Africa » – WB-UNOD-INTERPOL

Appelé à partager la supervision du secteur financier avec le Département de la Supervision, le SRF a participé à toutes les missions de contrôle sur place et permanent des établissements assujettis.

Warka Bank for Investment and Finance, confrontée à une crise de liquidité depuis juin 2012, fait l'objet de mesures redressement depuis cette époque. La mise en œuvre des mesures conservatoires et le suivi de la situation de cette banque est confiée au SRF, sous la supervision du Gouverneur. Pour l'essentiel, Warka Bank, ayant engagé ses ressources disponibles, est dans l'incapacité d'honorer ses exigibilités. Les actionnaires, intimés à plusieurs reprises par la Banque Centrale à injecter les fonds requis, ont été défaillants.

La Commission des sanctions, statuant sur le sort de Warka Bank a décidé de le placer sous administration provisoire pour une durée d'un mois à compter du 4 décembre 2013 et désigné le cabinet Jean-Claude Colas pour effectuer cette mission. Au terme de cette mission, si l'évaluation de la situation s'avère négative, il sera difficile d'éviter la liquidation de la banque.

A la suite d'une visite de la Banque Mondiale, d'Interpol et de l'ONUUDC en août 2012, la Banque Centrale de Djibouti avait exprimé le souhait d'être assistée pour renforcer le SRF. En réponse de cette requête de la Banque Centrale, l'ONUUDC a mobilisé un expert international pour une période de 3 mois répartie entre décembre 2013 et juin 2013. Cet expert a commencé sa mission depuis le vendredi 13 décembre 2013 pour effectuer la première phase du projet, destinée à évaluer les besoins.

L'appui de l'expert permettra au SRF de renforcer ses capacités opérationnelles et analytiques de lutte contre le blanchiment d'argent sale et le financement du terrorisme, mais également étendues à la piraterie. Grâce au programme d'assistance technique, le SRF sera en mesure d'accroître substantiellement ses capacités d'analyse financière, de réception et de dissémination des rapports sur les activités financières suspectes auprès des autorités compétentes à des fins d'instruction et de poursuites judiciaires le cas échéant.

ANNEXES

ANNEXE I - TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

en millions FDJ

	2010	2011	2012	2013
Recettes et dons	71.124	75.992	82.919	96.233
Recettes budgétaires totales	60.419	62.677	62.345	84.782
Recettes fiscales	40.582	44.630	48.051	55.066
Directes	18.726	20.477	21.143	22.881
Indirectes	19.828	21.911	21.164	25.108
Autres taxes	2.029	2.242	5.744	7.076
Recettes non fiscales	19.837	18.047	14.294	29.716
Dons officiels	10.705	13.315	20.574	11.452
Dépenses totales	72.140	77.515	89.473	97.425
Dépenses courantes	48.649	53.096	58.170	62.038
Salaires et traitements	25.464	27.281	26.144	25.131
Matériels	14.359	16.007	17.725	19.171
Entretien	1.152	1.081	1.330	1.200
Transferts	6.055	6.849	10.093	13.650
Intérêts sur la dette publique	745	946	1.027	847
Programmes développement	874	932	1.851	2.039
Dépenses d'investissements	23.491	24.419	31.303	35.387
Budgétaire	10.068	7.865	9.073	20.700
Hors budgétaire	13.423	16.554	22.230	14.687
Déficit base ordonnancement	-1.016	-1.523	-6.553	-1.191
Arriérés (paiement = -)	-1.626	-4.318	-1.365	-2.686
Déficit base caisse	-2.642	-5.841	-7.918	-3.877
Financement	2.698	5.840	7.978	3.736
Financement interne	158	2.091	6.200	1.134
Financement bancaire	254	2.187	6.296	-7.545
Financement non bancaire	-96	-96	-96	8.679
Financement externe	2.540	3.749	1.778	2.602
Ajustements	56	-1	60	-141

Source : MEFIP

2-1 Composantes de la masse monétaire

en millions FDJ

Composantes	2011	2012	2013	Var. 2013/12 en %
A) Monnaie fiduciaire	20.350	22.029	24.752	+12,4
B) Dépôts à vue en FDJ	58.567	58 800	74.544	26,8%
. <i>Banques</i>	53.647	53.880	69.624	29,2%
. <i>Trésor</i>	4.920	4920	4920	
M1 = A+B	78.916	80 828	99.296	22,8%
C) Autres dépôts à vue FDJ	9.479	10.251	6.482	-36,8%
M2 = M1+C	88.396	91.079	105.778	16,1%
D) Dépôts à terme en FDJ	17.783	23.862	23.812	-0,2%
E) Dépôts en devises	77.952	96.151	95.727	-0,4%
M3 ou Masse monétaire	184.130	211.092	225.317	6,7%

Source : BCD

2-2 Structure de la masse monétaire

en pourcentage

Composantes	2011	2012	2013	Var. 2013/12 en %
Monnaie fiduciaire	11,1	10,4	11	0,6
Dépôts à vue en FDJ	31,8	27,9	33,1	5,2
M1	43	38	44,1	6,1
Autres dépôts à vue en FDJ	5,1	4,9	2,9	-2
M2	48	43	46,9	3,9
Dépôts à terme en FDJ	9,6	11,3	10,6	-0,7
Dépôts en devises	42,3	45,5	42,5	-3
M3	100	100	100	-

Source : BCD

ANNEXE III - CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

3-1 Contreparties de la masse monétaire

Composantes	2011	2012	2013	Var. 2013/12 en %
A) Avoirs extérieurs nets	127.704	144.593	182934	26,5
B) Créances sur l'Etat	10.164	16.451	8.906	-45,9
C) Crédits à l'économie	70.510	74.387	83.832	12,7
Total des contreparties (A+B+C)	184.130	235.431	275.672	17,1
Solde des autres postes nets	-24.248	-24.328	-50.356	107

Source : BCD

3-2 Structure des contreparties

Composantes	2011	2012	2013	Var. 2013/12 en %
Avoirs extérieurs nets	69,4	68,5	81,2	+12,7
Crédits intérieurs	43,8	43,0	41,2	-1,8
I- Créances sur l'Etat	5,5	7,8	4	-3,8
II- Crédits à l'économie	38,3	35,2	37,2	+2
Autres postes nets	-13,2	-11,5	-22,3	-10,8

Source : BCD

Annexe IV - Balance des paiements de Djibouti, 2012-2013

en millions FDJ

	2012			2013		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
Compte courant	108.112	134.409	-26.297	113.740	168.573	-54.833
Biens	20.971	100.312	-79.341	21.260	127.861	-106.601
Services	60326	28.437	31.889	65.019	34.446	30.573
Transports	20.794	17.182	3.612	23.965	21.646	2.309
Voyages	3.645	3.271	374	3.840	3.416	424
Services de communication	1.734	0	1.734	2.208	0	2.208
Services d'assurances	0	2.104	-2.104	0	3.476	-3.476
Autres services	1.557	2.737	-1.180	1.571	2.798	-1.227
Services des adm. publiques	32.596	3.143	29.453	33.445	3.110	30.335
Revenus	8.109	3.198	4.911	8.406	3.727	4.679
Rémunérations des salariés	4.710	0	4.710	4.930	0	4.930
Revenus d'investissements	3.399	3.198	201	3.476	3.727	-251
Investissements directs	0	924	-924	0	998	-998
Investiss. de portefeuille	0	0	0	0	0	0
Autres	3.399	2.274	1.125	3.476	2.729	747
Transferts courants	18.706	2.462	16.244	19.055	2.539	16.516
Secteur des adm. publiques	17.504	257	17.247	17.650	284	17.366
Autres secteurs	1.202	2.205	-1.003	14.05	2.255	-850
Compte de capital	9.313	0	89.69	89.69	0	89.69
Adm. publiques	9.313	0	89.69	89.69	0	89.69
Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-
Compte d'opérations financières	19.549	16.310	3.239	50.829	33.667	17.162
Investissements directs	19.549	0	19.549	50.829	0	50.829
Autres investissements	0	15.260	-15.260	0	2.333	-2.333
Avoirs de réserves	0	1.050	-1.050	0	31.334	-31.334
Erreurs et omissions	13.745	0	13.745	28.702	0	28.702
Total général	150.719	150.719	0	202.240	202.240	0

Source : BCD

ANNEXE V – POSITION EXTERIEURE GLOBALE DE DJIBOUTI, 2013

en millions FDJ

Composantes	Avoirs	Engagements	Position nette
Investissements directs	0	142.132	-142.132
Investissements de portefeuille	0	0	0
Autres investissements	175.034	162.514	12.520
- Crédits commerciaux	0	0	0
- Prêts	125.118	142.447	-17.329
* Autorités monétaires	0	10.142	-10.142
* Administrations publiques	0	90.620	-90.620
* Banques	125.118	8.029	117.089
* Autres	0	33.656	-33.656
- Monnaie fiduciaire et dépôts	49.916	20.067	29.849
* Autorités monétaires	0	53	- 53
* Administrations publiques	0	0	0
* Banques	23.258	20.014	3.244
* Autres	26.658	0	26.658
Avoirs de réserve	72.902	0	72.902
- Or monétaire	0	0	0
- Droits de tirages spéciaux	2.270	0	2.270
- Position de réserve du F.M.I.	302	0	302
- Devises	70.330	0	70.330
Position nette	247.936	304.646	-56.710

Source : BCD

ANNEXE VI – BILANS RESUMES ET COMPARES DE LA BCD, 2012-2013

En millions FDJ

	31/12/2012	31/12/2013
Actif		
Créances sur l'Etranger	45.810	76.966
Créances sur les Banques	1.302	1.305
Créances sur l'Etat	8.550	12.071
Autres créances	407	497
Immobilisations	376	617
Total de l'actif	56.445	91.456
Comptes Hors-bilan débit		
	2.729	2.729
Passif		
Emissions (billets et pièces)	25.085	28.203
Engagements extérieurs	14.267	14.296
Fonds de réserve	3	3
Comptes créditeurs Organismes Internationaux	30	66
Comptes créditeurs de l'Etat	1.932	12.813
Comptes créditeurs des Banques	11.620	16.356
Autres Passifs	557	302
Capital, réserves et Résultat en instance d'approbation	2.951	2.907
Total du passif	56.445	91.456
Comptes Hors-bilan crédit		
	2.729	2.729

Source : BCD

ANNEXE VII –COMPTES DE RESULTAT RESUMES ET COMPARES DE LA BCD, 2012-2013

En millions FDJ

	31/12/2012	31/12/2013
Produits d'exploitation		
Produits financiers	67	42
Bénéfice de change	128	163
Autres produits	14	8
Total des produits d'exploitation	209	213
Charges d'exploitation		
Dépenses d'administration	(605)	(746)
Frais financiers	(7)	(5)
Perte de change	(24)	(7)
Dotation aux amortissements	(43)	(42)
Total des charges d'exploitation	(679)	(800)
Résultat d'exploitation	(470)	(587)
Résultat exceptionnel	473	555
Résultat sur exercices antérieurs	(4)	(14)
Impôt sur le bénéfice	-	-
Résultat après impôt	(1)	(44)
Affectation au Fonds de Stabilisation de Change	-	-
Affectation Réserve légale	-	-
RESULTAT NET	(1)	(44)

Source : BCD



Ernst & Young
5, avenue Marchand
01 BP 2715 Abidjan 01
Côte d'Ivoire

Tel. : +225 20 30 60 50 / 20 21 11 15
Fax. : +225 20 21 12 59
E-mail: eyci@ci.ey.com
www.ey.com/afrique_francofone

ORIGINAL

Banque Centrale de Djibouti
BCD
BP 2118
Djibouti

Abidjan, le 6 mai 2014

Rapport d'audit sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), comprenant le bilan au 31 décembre 2013, le compte de résultat, et des notes annexes comprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives pour l'exercice clos à cette date.

Responsabilité de la direction pour les comptes annuels

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces comptes annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de Djibouti ainsi que d'un contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

S.A. avec CA et PDG
au capital de FCFA 12.000.000
R.C.C.M Abidjan 7118
Société d'expertise comptable inscrite à l'ordre
des experts-comptables et comptables agréés
de Côte d'Ivoire
A member firm of Ernst & Young Global Limited

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels ci-joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale de Djibouti (BCD) au 31 décembre 2013, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable de Djibouti et décrites en annexe.

EY Côte d'Ivoire



Jean-François Albrecht
Associé



BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI
البنك المركزي الجيبوتي

B.P. 2118 - Djibouti, République de Djibouti

Tél.: (253) 21 35 27 51 - Fax: (253) 21 35 12 09 / 21 35 62 88,

E.mail: bndj@intnet.dj - www.banque-centrale.dj
